

ANARCHO SYNDICALISME !

ISSN 1240-0009
CCPAP 0921 S89086

Travaille, consomme, vote, et crève!

Edito

- Covid and Co

Société

- Faire face ensemble aux heures sombres

- Paroles d'un fils de réfugié Espagnol

- Théorie du complot, et les complots, expliqué à la TV

- L'universalisme, c'est la liberté

Politique

- Cause animale, cause du capital

- La viande de culture cellulaire

Monde du travail

- Aéronautique: licenciement de masse, satisfaction des syndicats

- Les thermes d'Ariège

Santé

- Dans la santé comme partout: travaille et crève

- De la privatisation de la santé publique

Solidarité

- Centenaire de la croix noire anarchiste

- Monica et Franco, anarchistes emprisonnés au Chili

International

- Déclaration anti-guerre des jeunes d'Azerbaïdjan

- Fogo no racistas e fachos !!!

- Pologne: l'enfer des femmes

- Occupation d'une église



2 EUROS /// N°170
NOV - DEC 2020

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

Covid and Co

Cette année 2020 laissera un nom dans l'histoire, un nouveau mot qui ainsi enrichit notre langue ; ce mot COVID a envahi la quasi totalité de nos vies. Pas un jour, pas une heure même sans que quelqu'un de notre entourage ne l'emploie. Ouvrez une radio, une télé, vous entendez COVID ; feuilletiez un journal, vous lisez COVID ; parlez avec des amis, des parents, vous discutez COVID ; au boulot, à la maison, dans la rue la COVID est là ; pour sortir, vous signez une attestation à cause de la covid, vous mettez un masque pour vous protéger de la covid, vous ne serrez plus de mains, vous n'embrassez plus, vous vous écarterez des autres : partout se protéger de la menace covid est la norme. Plus de match, de sport, de balades, de cinéma, de spectacles toujours à cause de cette maudite covid. En bref, la covid est partout, sauf au miracle, au travail dans les hypermarchés et les lieux de cultes ! Elle gangrène nos vies, détruit nos relations sociales, elle occupe nos esprits, elle perturbe notre imaginaire, pire même elle nous empêche de nous battre ensemble, de réfléchir ensemble. Et pourtant, résister n'a jamais été autant nécessaire. Jamais on n'avait vu autant d'entreprises en difficulté, autant de fermetures de chaînes de magasin, de sous traitants de l'industrie, d'artisans, de commerçants réduits à tirer leur rideau par faute de clients. Partout les licenciements, les non renouvellements de contrats, les mise à pied se multiplient. L'état a beau jeu de mettre en avant les aides accordées aux entreprises en difficulté, aux intermittents, aux nouveaux chômeurs, il a beau renommer les plans de licenciements Plans de Sauvegarde de l'Emploi, annoncer tous les mois les créations de postes (dire le nombre de chômeurs ferait mauvais effet), mettre en avant les rares relocalisations d'entreprises (en réalité, les patrons des grands groupes n'ont jamais autant délocalisés), les queues devant les restos du cœur s'allongent, les associations qui combattent la misère sont débordées, le nombre des sans-abris n'en finit plus d'augmenter. Et dans le même temps la bourse comme si de rien n'était continue à monter, le CAC 40 atteint des sommets, les actionnaires sont aux anges. A l'évidence, la COVID est pour certains une opportunité, une aubaine. Il a bon dos ce virus qui pour les patrons justifie les fermetures d'usines, les dégraissages, les licenciements soi disant pour sauver des emplois. Ils correspondent en réalité à une simple restructuration du capital, à une réorganisation des grands groupes qui a pour seul objectif, affiché l'accroissement de leurs profits. Banques, assurances, grands magasins, industries, face aux médias tous nous ressortent avec des sanglots dans la voix le même discours : « la crise terrible, la covid, pas d'autres solutions, merci aux braves salariés qui se sacrifient pour sauver l'entreprise ». Sacrifiés en France sur l'autel du profit, leurs tâches seront désormais effectuées dans des pays où la main-d'œuvre est moins chère, où les lois protégeant les salariés sont moins contraignantes, où l'exploitation des salariés est plus brutale. Covid ou pas, les règles impitoyables qui régissent le système capitaliste s'imposent partout et toujours et les injonctions de nos gouvernants ou les appels à la raison des politiciens de tout bord ne changent rien à l'affaire : l'argent va là où les perspectives de profit sont les plus alléchantes. Comment l'état français peut lancer des appels à relocaliser alors qu'il a laissé des entreprises dont il était le patron délocaliser à outrance, tellement que par exemple les ventes de Renault en France contribuent maintenant à l'augmentation du déficit du commerce extérieur du pays. Comment peut-il donner des leçons de civisme et appeler au respect de la loi quand il laisse des entreprises ayant reçu des millions d'aide publique (Bridgestone, Nokia ...) fermer des usines mettant des centaines de salariés au chômage malgré des millions d'aide versées précédemment, quand il laisse des groupes bancaires riches versant des millions d'euros de dividendes à leurs actionnaires, payant des salaires annuels à 7 chiffres à leurs dirigeants fermer des centaines d'agence en réduisant des centaines de familles au désespoir, quand il laisse une multinationale à qui il a vendu contre un engagement solennel de développer ses activités en France et de créer des emplois une des plus importantes industries du pays (Alstom) violer au vu et au su de tous ses engagements solennels en fermant ses ateliers et en les délocalisant. Que vaut dans ces conditions la parole de ces capitalistes, que vaut la parole des gouvernements qui se sont portés garants de ces accords devant les travailleurs ? Il faudrait être fou pour leur faire confiance ; et pourtant c'est bien ce que font les principaux syndicats dits représentatifs : en pleine crise sociale, ils continuent de négocier et signent à tout va des accords présentés comme des

ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7 rue St Rémy, 31000 Toulouse
contact@cntaitoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rue St Rémy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

abonnement@cntaitoulouse.lautre.net

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande -adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme ! 170 / NOV - DEC 2020 / cntaitoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle de la CNT-AIT Grand Sud
7 rue St Rémy 31000 Toulouse - imprimé le 15 décembre 2020 sur les presses
d'Axion-Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond

Nicole

Diffusez Anarchosyndicalisme! Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous. Pour tout problème d'abonnement: abonnement@cntaitoulouse.lautre.net

Anarchosyndicalisme! est le journal de la CNT AIT Toulouse. Ce journal est rédigé, mis en page, assemblés par des militants Anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs. il ne reçoit aucune subvention.

Notre contact:
Anarchosyndicalisme!
7, rue St Remesy, 31000 Toulouse
tel: 05.61.52.86.48
permanencetout les samedis de 17H à 19H

facebook:
@cnt-ait
toulouse:<http://WWW.facebook.com/cnt-ait-toulouse-officiel>
twitter:@cntaittoulouse:
<http://twitter.com/cntaittoulouse>

page officielle des jeunes libertaires Toulouse et alentour.
contact:
<http://jeuneslibertaires.noblogs.org/?p=238>
<http://www.facebook.com/jeuneslibertairestoulouse/>

page et profilet adresse mail de S.I.A solidaritéinternationaleantifasciste.wordpress.com
SIA-toulouse@riseup.net
<http://www.facebook.com/solidaritéinternationaleantifasciste.toulouse.1>
<http://www.facebook.com/Solidarité-Internationale-Antifasciste-Toulouse>

victoires parce qu'ils atténuent légèrement les conséquences de la catastrophe alors que ces accords ne font qu'entériner leur rôle de gardiens de la paix sociale. Cette crise prouve encore une fois que les travailleurs ne doivent faire confiance qu'à leurs propres forces, qu'ils ne doivent pas confier à des institutions réglementées par la loi (la loi est faite par l'état pour défendre les intérêts des patrons) la défense de leurs intérêts car l'objet de ces institutions est clairement de maintenir la paix sociale, de faire en sorte que rien ne change, que les dominés, les exploités ne viennent pas troubler par leurs récriminations la quiétude des couches dominantes. Et c'est ce même objectif que poursuit ce gouvernement quand profitant de l'état de sidération dans lequel la covid a mis la population, il légifère à tout va pour rogner nos libertés et donner à la police des privilèges indus. Surveiller, contrôler, réprimer, punir, traiter les citoyens comme des enfants, toutes ces mesures prouvent le désarroi dans lequel l'état et les classes dominantes sont plongées face aux périls écologiques, sociaux, géo-stratégiques que leur soif de pouvoir et de richesse a provoqué.

Brochures CNT-AIT

Si vous voulez nous apporter votre soutien, et que vous voulez en savoir plus sur nos positions. Nous vous proposons nos brochures qui sont en vente, pour seulement 2 Euros/port compris. A l'adresse de notre journal.



LA LUTTE C'EST PAS DU CINEMA
SYNDICAT, ABC, LES KAMEL, MARJORITA, HENRI, ETC... DANS LES ENTREPRISES CULTURELLES, DES PATRONS COMME LES AUTRES...



GILET JAUNES, UN AN DE MOUVEMENT
MONTPELLIER, NIMES, TOULOUSE, NARBONNE...



BLASPHEME! CES ANARCHISTES NE RESPECTENT DONC RIEN!
TOME 1 : DE RAVACHOL À MILA, POUR L'UN DIEU DANS LA MERDE!



- *La lutte c'est pas du cinéma : dans les entreprises culturelles, des patrons comme les autres...*
- *Gilet Jaunes : 1 an de mouvement*
- *Blasphème ! Ces Anarchistes ne respectent donc rien !*
- Tome 1 : de Ravachol à Mila*
- Tome 2 : En Asie non plus*
- *Technique de lutte*
- *Grève des loyers : action directe contre la vie chère*
- *Anarchistes pas républicains, les Anarchosyndicalistes et la résistance*
- Tome 1 : Des camps républicains du mépris aux maquis*
- Tome 2 : Quand les migrants et les parias tenaient les maquis du Cantal*
- *Équateur, octobre 2019 : éruption populaire dans la « terre du milieu »*
- *Les Anarchosyndicalistes et la santé pendant la révolution Espagnole*
- *Algérie : 2001-2019, insurrection pour la liberté et la dignité*



Faire face ensemble aux heures sombres

Nous assistons actuellement en France à la mise en œuvre d'une campagne qui par divers moyens cherche à déstabiliser la société et à enclencher une guerre civile, par affrontement de blocs identitaires.

Des guerres civiles, guerres de tous contre tous et, au final, guerre contre l'humanité, ont causées des ravages immenses en Iran depuis 1979, en Algérie dans les années 90, en Irak depuis 2003, en Tunisie et en Lybie depuis 2011, en Syrie et au Kurdistan depuis 2012, etc... Partout ces guerres ont les mêmes causes : d'abord les injustices, les inégalités et la misère causées par un système économique et politique injustes, puis les manipulations que des idéologues nationalistes et/ou religieux mettent en œuvre pour satisfaire leurs ambitions.

Sur le plan mondial on voit que le choix de société que les dirigeants (économiques, politiques ou religieux) veulent nous imposer est celui de la mise en réseau de bulles sociales ou communautaires, en s'appuyant sur les nouvelles technologies (information, biogénétique, big datas, etc ...). Au triptyque « liberté, égalité, fraternité », ils substituent celui de « surveillance, discrimination, communauté ».

Pour eux, l'être humain n'est pris en compte que dans sa relation à la marchandise, soit en tant que producteur, soit en tant que

consommateur. Cette relation réduite à un algorithme, anéantit l'esprit critique aussi bien que n'importe quelle secte, que n'importe quelle religion. Le post-modernisme veut nous imposer ce choix mortifère, c'est un choix antihumain.

Partout dans le monde, comme on peut, avec qui on peut, il faut le combattre.

Nous anarchistes, en France et partout, à leur rêve de guerre civile et leur cauchemar de mort, à leur logique du pire, nous opposons notre utopie et notre certitude qu'un autre monde est possible, par la solidarité internationale. Dans ce monde actuel qui part à la dérive, nous nous réclamons fièrement de nos principes universels : la liberté comme base, l'égalité comme moyen, la fraternité comme objectif.

Nations, états, religions, races, genres etc... toutes ces notions sont utilisées par nos exploitateurs pour nous diviser, nous opposer les uns aux autres. Par-delà toutes les différences de culture, de langue, d'origine, etc... nous affirmons que l'humanité est une, et que nous en sommes tous, à égalité, femmes et hommes, les membres.

Notre « patrie » c'est le Monde, notre « famille » c'est l'Humanité !
Vive la vie !

Paroles d'un fils de réfugié Espagnol, ce jour;

(suite à l'assassinat de samuel paty)

Nous risquons de vivre la fin fin des idéaux universalistes portés par la Révolution Française, idéaux pour lesquels mon père, ma famille, a combattu. C'est le triptyque "liberté, égalité, fraternité" qui est mis à terre de toute part, sous les coups de boutoirs d'une "élite" à la solde d'un capitalisme moderne pour qui ces idéaux sont devenus antagonistes aux buts qu'il poursuit.

Sur le plan mondial on voit que le choix de société que les dirigeants politiques ou religieux veulent nous imposer est celui de la mise en réseau de bulles sociales ou communautaires pour le grand profit de nouvelles technologies c'est celui de la "surveillance, de la communauté, de l'inégalité".

C'est un choix mortifère c'est un choix anti-humain. Partout dans le monde, comme on peut, avec qui on peut, il faut le combattre.

C'est aussi pourquoi entre l'ancienne et la nouvelle économie il y a indéniablement des fractions qui s'affrontent et que les victimes se trouvent surtout dans le secteur de la culture et des loisirs. L'être humain n'est pris en compte que dans sa relation à la marchandise, soit en tant que producteur, soit en tant que consommateur, cette relation réduite à un algorithme, anéantit l'esprit critique aussi bien que n'importe quelle secte, que n'importe quelle religion.

Les fractions victorieuses de l'économie capitaliste avaient des projets et des plans à long terme... Cela a pris plus de 30 ans mais

c'était bien là le but poursuivi dès le départ. Warren buffet l'a dit "la guerre des classes existe, et nous [les riches] sommes en train de la gagner". Warren buffet ne part pas à la guerre sans plan ni sans stratégie, et ses pairs de même. Ils ne subiront pas les conséquences de leurs actes. Il ne seront pas réduits à la pauvreté, ils ne devront pas fermer boutique, ils ne seront pas décapités par un fanatique.

Aujourd'hui nous en sommes là : En 40 ans le panorama a été complètement modifié, il manque quelques touches finales, les plus difficiles à faire passer car elle vont toucher le cœur du tableau, et la seule façon de les faire passer va être la brutalité absolue du Pouvoir et la Guerre civile.

Que pouvons nous faire ? Puisque les organisations anarchistes sont sans forces, vidées de leur substance par un gauchisme postmoderne complice de l'islamisme, il nous revient de relever le drapeau de principes universels, nous sommes des êtres humains pour qui "el bien mas precioso es la libertad". Et c'est cela qui doit nous unir maintenant à travers les frontières.

Dans ce brouillard de guerre et de pandémie, qui perturbe les esprits du fait de l'absence de repères clairs, nous devons garder le cap dans la tempête qui s'annonce : Rappeler nos principes et les afficher haut et fort : La liberté comme base, l'égalité comme moyen, la fraternité comme objectif.

Courage et Solidarité !!

Théorie du complot et les complots, expliqué à la télévision

Ces jours ci, tournant en rond chez moi à cause du confinement, et de ma panne internet, je me suis mis à regarder la télévision, histoire de voir ce que raconte les actualités.

Je suis tombé sur un programme TV, qui traitait comme sujet du conspirationnisme et des diverses théories du complot. Que de beaux sujets sur cette télé, par exemple un des nombreux spécialistes de ces théories est venue nous expliquer ce que sont ces théories et il nous a mis en garde, face à ce phénomène.

Je n'aurai aucune objection à opposer aux critiques de ces théories car elles ne sont en fait que des visions policière de l'histoire de l'humanité : selon ces théories tout est complot, tout est calculé à l'avance par des groupes mystérieux qui nous manipuleraient en secret.

Mais les explications et les mises en garde de ce spécialiste et de la journaliste qui présentait ce programme, m'ont laissé quelque peu perplexes. Selon eux en effet, il faudrait croire sur parole les journalistes de l'audiovisuel et de la presse écrite, parce que à les en croire, ils ne racontent jamais de bobard. Selon eux, il faut croire sur parole les infos émanant des états et des gouvernements, ne pas les mettre en doute, sinon on tombe dans le conspirationnisme... En fait, pour parler clairement, ils demandent aux gens d'abandonner toute attitude sceptique et tout esprit critique.

Que cela plaise ou non aux pourfendeurs des théories du complot, les théories complotiste existent depuis fort longtemps, et peut être même depuis l'apparition des premiers états. Ce n'est pas nouveau et à mon avis ce n'est pas prêt de disparaître.

Mais le truc gênant c'est que ce fameux spécialiste nous en parle comme des « complots de jadis » : veut-il dire par là que les complots ça n'existe pas/plus ? Si c'est vraiment le cas, ce type prend les gens pour des demeurés.

Il est important de faire la distinction entre les complots (les vrais) et les théories du complot (fantaisistes et pas prouvés).

En effet les islamistes d'al quaeda qui ont mis sur pied l'opération des attentats aux USA du 11 septembre 2001, ont préparé ces opérations minutieusement, avec beaucoup de soins, créant des leurres pour dérouter les services de renseignements, et surtout ils n'ont pas convoqué la presse internationale pour annoncer leurs intention. Il fût un temps on appelait la préparation de ce genre d'opération, un complot !

De la même façon pendant la guerre Iran/Irak (NDR: la guerre des années 80) les occidentaux et les Américains en tête vendaient officiellement de l'armement à l'Irak, et en vendaient également en sous main à l'Iran. Leur idée était en favorisant la guerre entre ces deux états à majorité chiite à les affaiblir pour favoriser les états voisins et éviter leur déstabilisation. C'est cynique et dégueulasse, mais il y a des preuves (et pas qu'un peu, même le président Reagan l'a dit), nombre de bouquins ont été écrit la dessus. En réalité, il s'agit là d'un complot conçu par un état démocratique.

De la même façon, comment appeler la vraie fausse interview d'un

dictateur Cubain à savoir un certain Fidel Castro par un journaliste star de la télé Française, l'inénarrable PPDA si on ne l'appelle pas un complot ? Car en fait, ce qui a motivé cette interview, c'était bien la volonté d'influencer la manière de penser des téléspectateurs.

Mais ces complots n'existent pas que dans la grande géopolitique, toute la petite politique politicienne – et notamment franchouillarde – n'est qu'une succession de complots minables. On se souvient tous de l'affaire Clearstream-EADS qui avait secoué le microcosme politicard récemment, ou encore les affaires du fameux Paul Bismuth ...

Comme tout le monde les journalistes n'échappent pas aux mensonges, ils en disent parfois volontairement pour se faire mousser, ou pour favoriser leur plan de carrière, ou bien parce qu'ils pensent ainsi défendre les « grands idéaux de la démocratie ». Lors de la première guerre du golfe on a eu droit à un florilège de mensonges et de contre vérités de la part des journalistes-star, des télé occidentales (NDR: et aussi pas occidentales...), mais au final la « démocratie » à été sauvée, Sadam Hussein, dictateur redoutable, commandant la quatrième armée du monde, quasi détenteur de l'arme nucléaire a été vaincu. ouf !

Mais il faudrait se demander si le but de ce genre d'émission TV, ne sert pas à désamorcer toute tentative d'analyse critique des politiques intérieure et extérieure des états, et plus généralement nous amener à accepter sans rechigner les projets politiques des gouvernants.. Si on émet un doute sur un sujet, si on demande des éclaircissements, on peut se retrouver taxé de complotiste ; c'est pratique et astucieux ; avec ce procédé malhonnête n'importe qui peut être qualifié de complotiste puis de populiste et au final d'extrémiste.

Ce qu'il faut comprendre c'est que n'importe quel état, « démocratique » ou « dictatorial », pour défendre ses intérêts et ceux de ses concitoyens peut être amené à faire des saloperies, à organiser des magouilles, en bref à comploter. De l'affaire Ben Barka, jusqu'à l'attentat du Rainbow Warrior, de l'assassinat d'opposants à Poutine jusqu'à ceux de savants atomistes Iraniens, les livres d'histoire sont pleins de récits d'opérations machiavéliques organisées par des états pour faire avancer leur cause. Depuis au moins Machiavel, on sait que tous les moyens sont bons pour y parvenir, que les dirigeants ne doivent en aucun cas s'embarrasser de considérations éthiques ou humanitaires. Faire croire que les démocraties occidentale respectent les droit de l'homme au quatre coin de la planète, est une mauvaise plaisanterie, et ce n'est pas parce qu'à la télé les spécialistes de tout poils, les politiques, et les journalistes aiment avec beaucoup d'emphase nous parler de démocratie, qu'il faut les croire. Pourtant, gare à quiconque remet en doute leur sincérité. Leur idéalisme lunaire, ne permet pas de les prendre au sérieux.

Si un état veut maintenir un régime démocratique pour sa population, il doit impérativement vis à vis des autre états, démocratiques ou pas imposer un rapport de force, et pour cela il à tout intérêt à ne pas respecter les principes de la démocratie ou des droits de l'homme. C'est malheureusement un bien triste constat.

L' Universalisme, c'est la liberté.

Qu'en est il des droits de l'homme ? Puisque tous les scientifiques (généticiens, biologistes, anthropologues etc) sont d'accord pour dire que l'espèce humaine est une, qu'il n'existe aucune sous-espèce, que le concept de race ne repose sur rien de sérieux, les droits de l'homme, les droits des êtres humains, devraient être les même pour tous, reconnus et appliqués partout et par tous. Puisque nous appartenons tous, enfants, femmes ou hommes, africains, asiatiques européens , américains ou australiens à la même humanité, la possibilité de pouvoir tous jouir des mêmes droits devrait aller de soi. Aujourd'hui, pourtant des minorités sexuelles, raciales, religieuses, ethniques ou culturelles revendiquent pour leur communauté des droits spécifiques.

C'est que nous disent les membres de ces communautés, si il n'existe qu'une seule humanité, il existe une multitude de cultures, et les droits fondés sur la tradition ou l'histoire des communautés qui se revendiquent de ces cultures peuvent être antagoniques avec les droits de l'homme. Par exemple, les droits de l'homme interdisent les mutilations sexuelles faites sans le consentement éclairé de la personne, tout comme ils interdisent l'esclavage, la torture, la peine de mort, l'assassinat des apostats etc. Pourtant certaines cultures pratiquent l'excision du clitoris sur des fillettes , considèrent l'esclavage comme allant de soi, ordonnent la mise à mort des apostats, torturent les déviants, mettent à mort les criminels etc etc . Au nom du respect et de l'égalité des cultures, l'idéologie post-moderne affirme que les coutumes et les droits issus des cultures traditionnelles sont supérieurs aux droits de l'homme et que donc on ne doit pas s'opposer à des pratiques que les humanistes qualifient d'injustes et barbares. Et c'est également par ce qu'ils affirment que les droits revendiqués par ces communautés qu'elles soient sexuelles, ethniques, religieuses ou coutumières sont aussi voire plus respectables que les droits de l'homme, qu'ils refusent toute remise en cause de leurs traditions, de leurs préceptes religieux, de leurs droit coutumier . Les membres de ces communautés culturelles veulent affirmer haut et fort leurs racines, leur histoire et mettre en avant tout ce qui distingue leur culture, voire l'oppose aux autres, et ils ne manqueront jamais de revendiquer les discriminations subies venant d'autres communautés. Ainsi les communautés homosexuelles vont déclarer qu'elles ont toujours été opprimées par les hétérosexuels, les noirs opprimés par les blancs, les musulmans par les chrétiens ou inversement etc. Mais comme les choses ne sont jamais simples, chacun va découvrir qu'il appartient à plusieurs communautés et l'on va voir par exemple des femmes noires homosexuelles chrétiennes se déclarer opprimées par des bourgeoises blanches hétérosexuelles et musulmanes etc etc . C'est ce qu'on appelle l'intersectionnalité, n'importe qui peut se revendiquer de plusieurs cultures, traditions etc. Et comme il n'est pas besoin d'être un grand historien pour découvrir que la minorité à laquelle on appartient a été à un moment ou un autre opprimée, chacun va se déclarer victime et revendiquer des droits spécifiques. Le post-modernisme amène donc nécessairement à la guerre de tous contre tous. Par exemple, depuis

quelques temps des intellectuels post-modernes appellent les blancs à la repentance et à se sentir responsables voire coupables du crime contre l'humanité qu'à constitué la traite des noirs. Du seizième au dix-neuvième siècle, des marchands européens ont effectivement vendus comme esclaves plusieurs millions (les estimations des historiens varient de 20 à 40 millions) de noirs. Le crime est effectivement atroce, mais peut-on sérieusement accuser les ouvriers, artisans, paysans européens de l'époque ou ,d'aujourd'hui d'en être responsables? La traite a été organisée et a profité uniquement à certaines couches de la bourgeoisie européenne et aux planteurs américains . Avant de porter un jugement (si tant est que ça ait un sens) on doit remettre ce trafic dans son contexte : l'esclavage a toujours existé ; même dans les sociétés les plus primitives, on note certaines formes d'esclavage mais c'est surtout dès la formations des premières cités états que le phénomène prend de l'ampleur. Pour construire les temples, les pyramides les villes antiques, il faut beaucoup d'esclaves et l'on voit se développer ce trafic horrible : pour se procurer des esclaves tous les moyens sont bons. Les états antiques développent un commerce (biens manufacturés contre esclaves) très actif avec les tribus primitives situées à leurs frontières en entretenant ainsi la guerre entre les tribus (des tribus deviennent chasseurs d'esclaves) et lors de la conquête de nouveaux territoires, ils réduisent en esclavage les peuples soumis .Ainsi, les historiens considèrent que lors de la conquête de la Gaule, plus d'un million de gaulois ont été réduits en esclavage, mais auparavant les tribus gauloises alliées aux romains n'éprouaient aucun scrupule à leur vendre par milliers des gaulois d'ethnies ennemis. Pour construire les monuments antiques routes, aqueducs, amphithéâtres etc que nous admirons encore aujourd'hui, il a fallu des millions d'esclaves, germains, ibères, gaulois, etc et on peut dire la même chose de tous les peuples conquérants, aztèques, incas, chinois ou autres. Ces pratiques ont durées jusqu'au début du dix-neuvième siècle, tant et si bien que nous devons tous avoir des esclaves parmi nos ascendants lointains. Platon, un des plus grands philosophes de la Grèce antique fut quelques temps réduits en esclavage, nombre d'empereurs antiques vaincus terminèrent leur vie esclaves. L'Afrique ne s'est pas distinguée du reste du monde. Ainsi ce sont des tribus africaines noires qui allaient razzier à l'intérieur du continent les noirs pour approvisionner les marchands européens qui restaient prudemment sur les cotes. Si la traite des noirs a de par son importance et sa durée freinée fortement le développement du continent africain, on peut probablement faire la même remarque concernant des traites dont on parle moins. Ainsi, dans un ouvrage très érudit Alexandre Skirda , met en évidence l'importance de la traite des blancs qui du huitième au dix huitième siècle a sévi dans tout le bassin méditerranéen. Pendant plus de mille ans, les états musulmans, alors puissance dominante ont acheté en Europe des centaines de milliers d'esclaves et ce commerce a constitué le flux d'exportation le plus important de l'occident vers l'orient. Pour payer les marchandises venues d'Orient , les marchands européens recouraient au trafic d'esclaves. Du huitième au douzième siècle, ce sont des trafiquants francs ou scandinaves qui ont vendu aux marchands musulmans des slaves, chrétiens orthodoxes donc considérés comme païens. Puis du treizième au quinzième siècle la

conquête mongole a poursuivi la traite soit directement ,soit par l'intermédiaire de marchands génois. Enfin, près de deux millions et demi d'habitants d'Ukraine, de Biélorussie et de Moscovie furent razzés par les Tatars de Crimée de 1482 à 1760 pour le compte de l'empire Ottoman. Par ailleurs mais dans de moindres proportions la piraterie barbaresque a sur toutes les cotes de la Méditerranée maintenue un climat d'insécurité pour alimenter les marchés d'esclaves jusqu'au dix septième siècle. A l'évidence, jusqu'au dix neuvième siècle, l'usage qui consistait à réduire en esclavage les populations dominées était une règle communément admise, et pratiquée par tous les peuples. Cette pratique a été fort heureusement abolie (quoique, au dix neuvième siècle la condition misérable de la classe ouvrière européenne rappelait par bien des traits la misère des esclaves) et c'est absurde de vouloir en faire un motif pour opposer les blancs aux noirs.

Les sociétés antiques comme aussi les sociétés modernes sont des sociétés hiérarchisées, très violentes. C'est une évidence et cette violence s'exerce d'abord à l'encontre des plus faibles, des peuples vaincus ou dominés nous l'avons dit mais également de certaines minorités. Ainsi tout au long de l'histoire, dans la plupart des sociétés les femmes ont été victimes de discriminations et de violences liées à leur statut. Défini par un ensemble de normes sociales et religieuses, son statut social a fait de la femme un être dominé, soumis aux hommes, non maître de sa propre vie. Ce déplorable état de fait (certains anthropologues affirment que c'est la plus ancienne forme de domination) n'a été contesté pendant des siècles que par des individualités. Au dix neuvième siècle des mouvements remettant en cause le statut inférieur de la femme sont apparus: des mouvements féministes défendant uniquement les droits des femmes et revendiquant pour ces dernières un statut identique à celui des hommes et des mouvements globalistes, luttant pour l'émancipation de tous les êtres humains. Pour ces derniers l'émancipation des femmes ne peut se concevoir que dans le cadre d'un changement global de société. Dans une société parfaitement libre et égalitaire, débarrassée de tous les préjugés liés à la division de la société en classes, hommes et femmes sont également libre et égaux, en droit et en pratique. Le combat des femmes et celui des hommes pour se libérer de toutes les oppressions liées à des causes économiques, sociales ou culturelles se rejoignent donc. Emma Goldman, qui pour avoir consacré toute sa vie à la défense des travailleurs et à la propagation des idées anarchistes était, dans les

années 1900 considérée par le gouvernement américain comme la femme la plus dangereuse des États-Unis s'est également beaucoup impliquée dans les luttes pour l'émancipation des femmes. Luttes pour l'égalité hommes-femmes au travail, dans les couples, luttes pour l'avortement, pour une sexualité libre etc etc. Mais pour elle ces luttes étaient partie intégrante de son combat pour la transformation de la société et elle se distinguait donc des mouvements féministes. Ses conceptions l'amènèrent même à s'opposer vigoureusement aux mouvements féministes quand ces derniers revendiquaient le droit de vote pour les femmes, ou quand elle dénonçait le fait que le machisme et le virilisme des hommes, leur comportement dominateur envers les femmes étaient souvent la conséquence de l'éducation professée par les mères.

Dans la société actuelle hommes et femmes partagent la même condition et sont également esclaves de traditions entretenues par les religions, les états, les dominants et cela pour assurer la résilience du système capitaliste ; leur émancipation passe donc nécessairement par un travail préalable d'éducation pour passer outre et briser ces carcans. Pour durer le système organise depuis des siècles la lutte des uns contre les autres, nations, races, religions , cultures, genres, sexes, langues... chacun est le concurrent voire l'ennemi de l'autre et cela pour le plus grand bonheur d'une minuscule minorité qui tire les marrons du feu général . Lorsqu'une minorité veut faire de sa lutte pour des droits légitimes son domaine exclusif , réservée aux seuls membres de cette minorité, lorsqu'elle considère comme ses ennemis les membres d'autres minorités, elle s'inscrit dans la logique d'un système de domination, elle reproduit ses modes de fonctionnement . En réalité, quel que soit notre sexe, notre genre, notre couleur de peau, notre culture, notre origine nous sommes tous confrontés aux même défis, nous avons tous les mêmes ennemis. A nous donc de savoir dépasser les erreurs/horreur du passé pour faire de nos différences les richesses d'un monde nouveau.

Alexandre Skirda La traite des slaves du VIIIe au XVIIIe siècle l'esclavage des blancs éditions Vétché

Emma Goldman Vivre ma vie Une anarchiste au temps des révolutions L'échappée

pour nous rencontrer :

Passez discuter autour d'un café, tout les samedis de 17 H à 19 H. Au 7 rue St Remesy, 31000 Toulouse.

ou passez aux tables de presse sur les marchés : Samedi matin au marché de Montauban, Dimanche matin à Toulouse (Jules Guesdes 10 H 30, et St Aubin 12 H 30.

Sur internet : contact@cntaittoulouse.lautre.net ou le site <http://www.cntaittoulouse.lautre.net>

facebook : cnt-ait toulouse

CAUSE ANIMALE, CAUSE DU CAPITAL

La cause animale est devenue un sujet très à la mode, tellement à la mode que lors des dernières élections, on a vu un parti politique ayant pour programme exclusivement la défense des animaux rafler un nombre de suffrages à rendre jaloux nombre de vieux partis. Que des âmes nobles s'indignent de voir les souffrances inutiles où les conditions indignes qui sont imposées à des animaux d'élevage, de cirques ou promis à l'abattoir n'a rien de bien nouveau. De tous temps, des écrivains, des philosophes et parmi eux nombre d'anarchistes se sont élevés pour dénoncer ces faits. La relation homme-animal est vieille comme l'humanité et ce n'est que parce que l'homme a pu exploiter les animaux en les chassant pour se nourrir et se vêtir, par ce qu'il est parvenu à les domestiquer pour utiliser à son profit leur force et leurs productions que l'humanité a pu croître, que les civilisations ont pu prospérer.

Mais ce qui est nouveau, c'est le battage médiatique qui entoure cette cause : il n'y a pas de mois sans que soit dénoncé le scandale d'un abattoir maltraitant des animaux, pas de mois sans qu'une vidéo fasse le buzz sur les médias sociaux . Que le bien être animal, suscite tant d'intérêt alors que nombre de cataclysmes environnementaux ou guerriers menacent notre planète , que près d'un milliard d'humains

ne mangent pas à leur faim et que plusieurs milliards parviennent juste à survivre ne peut que nous plonger dans un abîme de perplexité. Certes me direz vous, les populations réagissent impulsivement à ce qui se passe sous leurs yeux et ignorent ce qui leur semble lointain. Ainsi, au XIXème siècle , les bourgeoisies ne supportaient pas que leurs

cochers fouettent les chevaux de leur calèche alors que dans leurs usines, les ouvriers travaillaient dans des conditions affreuses. Du coup une loi réprimant la maltraitance des chevaux de fiacre dans les villes (les chevaux de labour ou employés dans les mines n'étaient pas concernés) a été promulguée en 1850 (loi Grammont) alors que les premières lois réprimant les actes de violence et de cruauté à l'encontre d'enfants date de 1898 , et qu'il faut attendre 1874 pour qu'une loi interdise le travail des enfants de moins de 12 ans (en 1841 , la loi interdit d'employer des enfants de moins de 8 ans) . De la même manière que les riches citadins du XIXème ne supportaient pas de voir à leurs portes des chevaux fouettés alors qu'ils admettaient comme allant de soi le travail des enfants, les populations urbaines d'aujourd'hui ne supportent plus de voir des animaux martyrisés dans des abattoirs ou des actes de maltraitance commis dans des élevages. L'opinion publique, qui supporte sans sourciller la vue d'enfants dormant sur des trottoirs, mourant sous les bombes ou tombant d'inanition s'offusque à la vue d'animaux égorgés sans anesthésie. Les médias ont compris très vite qu'ils



avaient tout intérêt à favoriser ce sentiment dans l'opinion, que la dénonciation d'affaires scandaleuses était bonne pour leur chiffre d'affaire et ils ont réservé une place de choix à ces sujets. Clairement, ce qui paraissait anodin il y a peu réveille aujourd'hui une partie de l'opinion, cette répugnance fait vendre et favorise les alternatives aux aliments carnés : le véganisme et le végétarisme sont devenus des idéologies à la mode. Pourtant c'est une évidence, ce n'est que par ce qu'il a pu utiliser les animaux pour se nourrir, s'habiller, se chauffer, s'abriter, par ce qu'il est parvenu à les domestiquer pour exploiter leur force de travail, leurs productions et cela pendant des centaines de millénaires que l'homme ou les hominidés qui l'ont précédé ont pu survivre, qu'ils ont pu développer des cultures et des civilisations. Le rapport de domination et d'exploitation de l'homme sur les animaux est aussi vieux que l'humanité, il est une part essentielle de notre histoire. C'est ce lien multiséculaire, que les promoteurs des cultures végans veulent rompre. Leur projet, qui a pour but de briser tout rapport de domination entre l'homme et l'animal sur toute la planète (ce qui aboutirait au final à l'extermination de tous les animaux d'élevage, domestiques ou familiers) nécessite la mise au point de solutions alternatives pour remplacer les produits issus des animaux pour nous nourrir, nous vêtir, nous chauffer etc etc. En termes économiques, c'est la perspective d'un prodigieux marché qui s'ouvre pour la société qui sera capable de produire à grande échelle

(il s'agit ni plus ni moins de nourrir huit milliards d'être humains) par exemple de la viande artificielle . Cette perspective n'a bien sûr pas échappé à certains des plus grands financiers de la planète et depuis quelques années, on assiste à la création de start up qui se sont données pour objectif la production de

viande à partir de cellules souches ou produits végétaux. Il n'est pas étonnant que l'on retrouve parmi les actionnaires de ces sociétés certaines des plus grandes fortunes de la Silicon Valley, quelques unes des plus grosses fortunes mondiales, les véritables maîtres du monde. Tous les capitalistes le savent, créer un nouveau produit, c'est bien mais encore faut-il qu'il y ait un marché suffisant pour amortir les investissements initiaux. Convaincre les populations de remplacer leur steak d'origine animale par de la viande artificielle n'est pas simple, on le comprend mais nous l'avons dit les actionnaires intéressés au projet ont beaucoup d'argent. Il n'est donc pas étonnant que l'on retrouve parmi les financeurs de certaines des plus virulentes associations de lutte contre la maltraitance animale certains des milliardaires précédemment évoqués. Produire dans la population un sentiment de rejet de tout ce qui est élevage, abattoir, alimentation carnée ou d'origine animale, c'est l'objectif que poursuivent ces associations.

Et pour cela, tous les moyens sont bons. Ce sont elles qui vont fournir aux médias les témoignages, les vidéos susceptibles de retourner l'opinion publique dans un sens favorable à leur projet.

Nombre de personnes végétariennes ou simplement végétariennes soutiennent cette cause simplement par amour des animaux, sans comprendre qu'ils sont en fait utilisés, que les enjeux réels sont autres. Pendant des dizaines de millénaires, les communautés humaines étaient pratiquement autonomes sur le plan alimentaire, elles produisaient (chasse, pêche, agriculture) elles même la plus grande partie de leur alimentation. Au niveau mondial, ce sont des centaines de millions de producteurs le plus souvent familiaux qui nourrissent la population. Ce n'est que depuis quelques décennies que l'on a vu se développer le trafic export import d'aliments et la formation de grands groupes agro-alimentaires. La production de viande non animale nécessite la mise en œuvre de capitaux énormes, elle ne peut être effectuée que par des grandes industries, disposant de capitaux énormes. Les consommateurs deviendront donc totalement dépendants de ces quelques industries, qui conforteront ainsi un peu plus leur domination. L'utopie d'un monde débarrassé de l'exploitation animale par l'homme est donc en fait un projet totalitaire, et il faut le dénoncer comme tel.

Pour en savoir plus, un livre : Cause animale, cause du capital de J. Porcher Editions : le bord de l'eau



La viande de culture cellulaire et le futur de l'alimentation

Qu'on l'appelle viande synthétique, viande artificielle ou viande in-vitro, la viande de culture cellulaire fait beaucoup parler d'elle, y compris en milieu militant. Nous avons interrogé un compagnon qui travaille dans un secteur connexe, pour mieux comprendre de quoi il s'agit ainsi que les implications politiques et sociétales.

Peux tu te présenter ?

Je suis ingénieur de production dans une entreprise pharmaceutique, spécialisée dans la production de vaccins. Je pilote des bioréacteurs, la technologie utilisée pour les cultures cellulaires, et à ce titre ma boîte a été amené à travailler en sous traitance pour une start-up qui cherche à développer la viande de culture.

Qu'est ce que la viande de culture ?

C'est un produit carné réalisé par des techniques d'ingénierie tissulaire qui se passent ainsi de l'abattage d'animaux. Il y a plusieurs méthodes qui peuvent être utilisées, mais elles consistent toutes à utiliser technique de la culture cellulaire.

Est-ce que la viande cellulaire ressemble à la viande animale ?

Les premières recherches s'orientaient vers la récréation in vitro de viande, avec toutes ses composantes (muscles, gras et tissus conjonctifs). Mais c'était très compliqué à produire et surtout très cher ! Aujourd'hui, le produit recherché est beaucoup plus simple : il s'agit de produire une sorte de « pâte protéique », un peu comme celle qui sert à fabriquer les saucisses knackis ou les hachés industriels (le minerai). L'avantage de cette pâte est qu'elle peut être formée et moulée à volonté, on peut l'aromatiser, mettre des

colorants, bref pour un industriel c'est un produit très facile à utiliser et qui ouvre des grandes perspectives en terme de marketing.

Est-ce que tu en as déjà goûté ?

Oui, nous avons travaillé pour une start-up adossée à notre groupe, qui voulait utiliser notre bioréacteur pour faire des lots tests. Nous avons produits de la pâte de cellules de poulet, et ça avait effectivement un léger goût de saucisse au poulet.

Comment ça marche ?

On part en général de cellules souches de muscles, et on les fait se multiplier dans une enceinte hermétique (bio réacteur) où tous les paramètres sont contrôlés (température, pH, etc ...). Pour croître, les cellules se nourrissent d'un substrat, en général un sérum qui contient tous les éléments nutritifs nécessaires. Et pour éviter toute éventuelle prolifération bactérienne en cas de contamination (les bactéries rafolent aussi du substrat !) on ajoute aussi des antibiotiques. Ce n'est pas un produit « neutre » en terme de méthode de production ... Aujourd'hui la technique est maîtrisée, mais il reste à l'industrialiser pour faire chuter les coûts de production à un niveau « abordable ».

Justement l'industrialisation comment cela va se faire ?

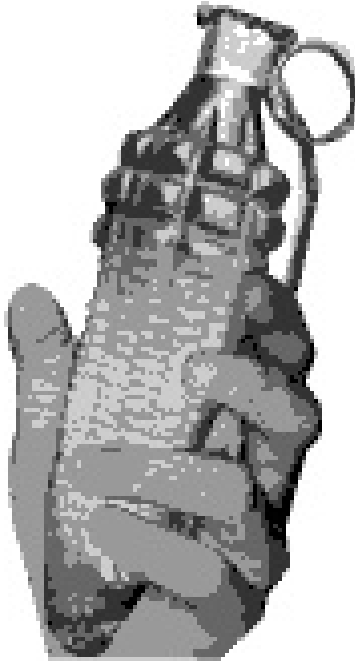
Ce qu'il faut comprendre c'est que ce genre de technique exige des équipements de haute technologie, qui nécessitent une formation et une technicité poussée pour leur mise en œuvre. De plus, le procédé requiert des règles d'hygiène et d'asepsie rigoureuses, quasi pharmaceutique, donc ce n'est pas le genre de production que vous pouvez faire dans votre arrière cuisine, ce n'est possible que dans une enceinte industrielle. D'autant plus que la technique nécessite des flux

...Cela a une conséquence politique évidente : avec cette alimentation artificielle, c'est la fin de la possibilité d'une autonomie alimentaire en protéine...

10 ●●●●●Politique●

(énergie, eau filtrée, ...) conséquents, là encore pas à la portée du simple citoyen ou consommateur.

Cela a une conséquence politique évidente : avec cette alimentation artificielle, c'est la fin de la possibilité d'une autonomie alimentaire en protéine. Quand on élève un animal, ou qu'on le pêche ou le chasse, il n'est pas forcément nécessaire d'avoir une grande technicité pour survivre, c'est à la portée du premier humain venu, et ce depuis la nuit des temps. Il est assez facile par exemple d'avoir quelques poulets qui pondent des oeufs, la meilleure des protéines qui soit en terme nutritionnel et qui se conserve sans frigo ! Pendant la guerre, mes grands-parents ont survécu grâce à des lapins qu'ils élevaient dans leur buffet, en les nourrissant avec de l'herbe ramassée au bord des chemins. Avec la viande de culture, tout cela ne sera plus possible. Or le Covid est venu nous rappeler à quel point l'alimentation est essentielle, c'est la base de la vie. Qui détient l'alimentation détient le pouvoir ... Si on hôte aux individus et aux collectivités la capacité d'une alimentation autonome, on les aliène totalement. La viande artificielle s'inclue dans le projet du transhumanisme, qui prétend résoudre les problèmes de l'Humanité par la techno-science, mais qui préfigure surtout un totalitarisme absolu.



Est-ce que tu penses que cette viande de culture sera bientôt présente sur le marché ?

C'est le rêve de tous ceux – investisseurs ou grandes entreprises de l'agrobusiness - qui y ont déjà investis des dizaines de millions

d'euros ou de dollars, et qui entend bien faire un max de profit ! Pour le moment, ils ont besoin de créer la demande des consommateurs. Pour cela, ils subventionnent plus ou moins directement les associations antispécistes – L214 en tête – car elles favorisent l'émergence de la demande, elles créent le marché. J'ai assisté au Comité Stratégique de la Start Up qui faisait son essai dans notre laboratoire : le patron se réjouissait du développement de la mode végan, car cela profite à son entreprise, déjà en crédibilisant son business-plan auprès des investisseurs toujours plus nombreux, qui étaient ainsi confortés dans leur décision d'investissement. Derrière la viande de culture et le soit disant « antispécisme » il y a surtout de gros enjeux financiers.

A priori la stratégie dans un premier temps n'est pas d'en faire un produit de base mais au contraire d'en faire un produit « de luxe », qui ne sera disponible que dans certains points de vente sélectionnés, avec un discours de vente déjà bien rodé sur le respect des animaux et de la nature. (même si dans la réalité, les investisseurs et la direction de l'entreprise n'en ont vraiment rien à faire !). Avec la mode actuelle des »burgers de luxe « dans les restaurants branchés, cette phase commerciale devrait se faire sans trop de difficulté. Une fois que le produit aura été lancé, ils espèrent que par effet de mode tout le monde en voudra, et avec le temps les coûts de production diminueront permettant d'en faire un produit de masse (une commodité). C'est assez classique en fait.

Le calendrier 2021 de SIA est paru. Le thème choisi : « Les murs dans le monde ».

SIA continue à mener des actions solidaires notamment auprès des réfugiés. Si vous souhaitez lui apporter votre soutien, vous pouvez commander le calendrier 2021 en vous adressant à :

*SIA : sia-toulouse@risenp.net ou à
CNT-AIT : contact@cntaittoulouse.lautre.net*



Aéronautique : licenciement de masse, satisfaction des syndicats !!

Nous l'avons dit, nous le répétons encore... Les capitalistes et les actionnaires au coffre fort bien garnis pour faire face au coronavirus et aux conséquences sur leurs dividendes ont choisi : restructurer les entreprises, licencier massivement et donc PSE et APC.

L'organisation du travail a énormément changé ces dix ou vingt dernières années. Le code du travail met à la disposition des entreprises tout un panel de possibilités, des contrats de travail adaptés à des cas très divers mais avec toujours l'objectif d'augmenter la flexibilité des salariés pour accroître la productivité et la rentabilité des entreprises. Ainsi, se sont multipliés, les boîtes de sous-traitance, les boîtes d'intérim, les contrats de stages, les associations de reconversion, les contrats précaires CDD, CDU, CDIC, (chantier), CDII (cdi intérimaire).

Ainsi, à Airbus les effectifs travaillant sur les sites Toulousains ont été depuis la COVID réduits de 30 % (chômage partiel et licenciement des intérimaires).

En ce mois d'octobre 2020, le premier partenaire syndical FO s'est réjoui après des négociations qui ont durées plus de trois mois d'avoir obtenus un accord avec aucun licenciement « sec ». Au diable les intérimaires, les jeunes sortis des écoles Airbus, les sous traitants.

FO se félicite de ce zéro licenciement mais la réalité est bien moins réjouissante pour les 30 % de salariés qui se retrouvent sans emploi, sans formation, sans reclassement, sans reconnaissance, sans rien. Même pas un petit remerciement pour avoir participé à l'enrichissement des actionnaires, pour avoir contribué à la confection des parachutes dorés des Tom Enders, Louis Gallois ...

Airbus emploie sur la région Toulousaine plus de 25000 salariés, les sous traitants de l'aéronautique (700 entreprises) en emploi plus de 85 000 sans compter les artisans et commerçants qui dépendent indirectement de cette activité. Visiblement, Airbus, FO et autres syndicats s'en moquent.

Pour comprendre ce que signifie l'expression « zéro licenciement » quelques exemples :

Derichebourg, 163 licenciements suite au refus de signer un PSE

Chez AAA, Safran, Latécoère, Mécachrome des PSE et APC ont été signés. Toutes ces boîtes de sous-traitance employaient un grand nombre d'intérimaires et autres contrats précaires qui ont été licenciés dès le début de l'épidémie.

Au total de l'aveu même du gouvernement, ce sont plusieurs centaines de milliers d'emplois qui ont été supprimés, plusieurs centaines de milliers de personnes qui se retrouvent avec des revenus très diminués voire sans revenus du tout.

Si il y a bien une chose choquante et insupportable dans cette affaire, c'est la prétention de certains syndicats à vouloir présenter comme une victoire due à leurs talents de négociateurs ce qui est en fait une catastrophe sociale pour nombre de salariés. Cette attitude détruit tout esprit de combativité chez les salariés puisque les partenaires syndicaux leur disent que la victoire est déjà acquise. Ce qui est une défaite est appelé victoire, les plans de licenciements sont renommés plans de sauvegarde de l'emploi etc on pourrait multiplier les exemples ; le langage est employé pour obtenir la soumission, pour tuer tout esprit de révolte. Les partenaires sociaux et donc les syndicats apparaissent ainsi sous leur vrai jour, le maintien de la paix sociale est leur seul objectif et ils y sacrifient les intérêts des travailleurs.

Quelle réponse à ces trahisons ? Où en sommes nous sur le terrain social ? Quelques exemples :

Chez Derichebourg, cet été, suite à une initiative de salariés, un piquet de grève s'est constitué suite à l'annonce d'un APC honteux (cet APC autorisait 163 licenciements (les médias annonçaient 700 licenciements sur 1600 employé) en négociation avec FO. Malgré la mobilisation des salariés, la création d'un collectif et la volonté d'élargir la lutte aux salariés d'autres entreprises, les négociations et la signature au final par FO de l'APC ont tué la lutte. L'idée de se fédérer dans un collectif était bien présente.



Chez Dahers, 1300 emplois menacés. Début de mobilisation mais à 6h du matin, les délégués FO arrivent devant la porte du site Airlog à Colomiers pour annoncer la fin de la grève ...qui n'avait même pas encore commencée. Suite aux négociations patrons-syndicats, 619 postes sont supprimés. FO pousse des cris de victoire.

AAA peu de mobilisation

signature d'un APC, FO bravo

Expléo, négociations en cours, pas de mobilisations

Mé cachrome des négociations pour bientôt

Airbus victoire FO : nous avons obtenu zéro licenciements secs

Safran (PSE, APC) aucune volonté de mobiliser, pas d'assemblée générale des salariés.

Par ailleurs, le 17 septembre, création d'une coordination des salariés de l'aéronautique par des non syndiqués et une trentaine de groupes différents dont CGT, NPA, CNT vignolles. Beaucoup de signataires donc pourtant peu de présence et très peu de monde sur les rares piquets de grève. Pas d'appel à tenir des AG et donc pas de réunions entre les salariés.

Voici par ailleurs le texte d'un autre collectif, Collectif de travailleurs en lutte de l'aéronautique et d'ailleurs

Depuis que l'épidémie s'est déclarée, nous -Travailleurs- subissons une vague hyper violente de non renouvellement de contrats, de

12 ●●●●●Monde du travail●

licenciements, de mise en chômage partiel.

Nombre d'entre nous se retrouvent du coup dans une précarité sans précédent. Rien qu'à Toulouse plus de 10000 salariés sont concernés par des plans, PSE, APC etc... ; en France on compte d'ores et déjà plus d'un million de « nouveaux pauvres ».

Face à cette offensive du patronat, il n'y a aucune riposte, les organisations ouvrières ne proposent rien. Les syndicats, prétendument en charge de la défense de nos intérêts signent des accords honteux sans même demander leur accord aux salariés concernés (pas d'assemblée générale, pas de consultation). Pire même, ils se mobilisent comme chez Daher, le 1 octobre, dès 6 h du matin, pour annuler une grève et bloquer les tentatives de résistance et d'auto-organisation des salariés.

Un collectif, à l'initiative de travailleurs qui ne donnent aucun crédit aux organisations syndicales représentatives ni aux partis politiques s'est constitué : « Collectif de travailleurs en lutte de l'aéronautique et d'ailleurs ». Il est ouvert à toute personne qui se sent concernée et qui désire agir et lutter collectivement contre ces attaques patronales et ces mystifications syndicales.

Pour notre avenir, et notre dignité, construisons réellement et ensemble la riposte en amplifiant la lutte.

Nous proposons de nous rencontrer :

<https://www.facebook.com/collectif.travailleurs.en.lutte>
collectif_lutte@riseup.net

Au final, on doit malheureusement constater qu'aucun esprit de lutte n'anime les salariés. Les difficultés rencontrées sur le terrain, pressions de la hiérarchie, nouvelles formes d'organisation du travail, querelles de chapelles entre les syndicats, auxquelles s'ajoutent les obstacles liés au Covid, confinement, couvre feu, font que nous sommes tous isolés sur nos postes de travail, que nous n'avons plus de vrais espaces de discussion et d'échange avec nos collègues sur nos problèmes.

La classe des riches montre encore une fois sa capacité à utiliser toutes les opportunités (et la Covid en est une) pour enfoncer la classe des exploités. Ce problème n'est pas nouveau, à nous de trouver les solutions pour y mettre un terme. La création de collectifs autonomes, de comités de lutte réellement indépendants est un moyen. La tâche sera rude, longue, et couverte d'embûche, et de manigance mais si nous voulons créer une société plus juste, plus égalitaire, plus libre, c'est la seule solution.

Les thermes d'Ariege

Entre autres sites remarquables, dans le département de l'Ariège, en Occitanie nous ne pouvons passer sous silence la situation des établissements thermaux, où des milliers de patients français se rendent chaque année pour « prendre les eaux ». Ces établissements sont situés dans des villages de montagne, dont ils sont souvent l'une des principales activités économiques, qui ne connaissent pas la crise tant que la Sécu prend en charge les cures.

En plus d'être remarquables pour leur afflux de curistes, ces établissements se distinguent également par les deux raisons, malheureusement parmi les plus courantes dans toutes les régions du monde : un service médiocre fourni aux clients et l'exploitation des employés par un patronat toujours plus avide.. Aussi vieux que l'histoire de la monnaie, ceux-ci sont motivés par la soif de profit et d'accumulation.

Afin de réduire les coûts pour élargir leurs marges, surtout en ces temps de pandémie sombre, les employeurs n'hésitent pas et ont recours à tous les moyens. Le plus fréquemment ils jouent sur le rapport qualité/coût et sur les conditions de travail des personnels, qu'ils détériorent de manière abusive. Après avoir recueilli des témoignages de curistes, de syndicalistes, d'employés et de voisins, il nous faut dénoncer les conditions d'accueil et de travail dans ces établissements.

Commençons par les curistes. Souvent, la négligence de ces entreprises dans le traitement de leurs « clients » (et non plus « patients ») passe inaperçue mais, parfois cette négligence est évidente. La question est de savoir pourquoi, malgré le fait d'avoir en général de très bons professionnels et de coûts de prestations élevés, celles-ci restent assez médiocres?

Tout d'abord, les patrons désirent économiser chaque centime. Ainsi, les physiothérapeutes doivent rationner la crème pour les massages et les bains. À tel point qu'à plusieurs reprises, ce sont les personnels eux-mêmes qui ont dû payer de leur poche les baumes pour prodiguer aux curistes le confort nécessaire à leur massage, devant un patron, bien sûr, ravi de cette économie. Cette crème est nécessaire, car un massage « à sec » entraînerait un frottement sur la peau du patient qui pourrait procurer une gêne voire une irritation du dos, faisant perdre au massage tout son côté bénéfique pour la santé.

Pour encore plus de « qualité », grâce à la réglementation sanitaire du gouvernement français - dont on peut se demander si elle a été prise par souci de la santé des populations ou souci des laboratoires pharmaceutiques ? - l'eau thermale utilisée pour le soin du patient est coupée. Or tout professionnel sait que soit vous massez sous l'eau à une certaine pression pendant 10 ou 15 minutes, soit vous faites un massage à sec, avec une crème abondante, pendant 45 minutes. Mais un massage de 10 minutes ou moins à sec n'est pas seulement une blague, mais peut aussi causer de l'inconfort chez les patients.

Les patients ne sont pas respectés, et ne sont vus que comme des clients qu'il faut pressurer au maximum. Il faut donc enchaîner au maximum, en flux tendu, le plus grand nombre possible de curistes. Les établissements proposent des massages avant de « prendre l'eau », qui sont officiellement de dix minutes. Déjà, avec une source chaude, pour que ces massages physio-thérapeutiques aient un effet approprié comme annoncé, ils devraient durer plus longtemps et être fait d'une manière différente. Mais en plus, du fait d'une organisation du travail inefficace de la part de la direction, la plupart du temps les massages ne durent pas plus de 8 minutes, voire moins.

Cette mauvaise organisation générale se ressent aussi avec le nombre insuffisant de vestiaires souvent bondés de gens qui se rendent à la piscine, si bien qu'il n'est pas rare que des curistes arrivent très en retard. Mais les sessions se suivent sans arrêt, et il n'y a presque jamais l'option de pouvoir récupérer la session perdue même si ce n'est pas de la responsabilité première du curiste.

Cela ne s'arrête pas là : les patients, pour la plupart âgés, ayant des difficultés à entendre, à marcher, à s'exprimer etc., sont parfois traités de manière incorrecte - sinon insultantes - par certains des responsables. "fou", "stupide" etc... sont des adresses fréquentes envers les curistes sur un ton plus que méprisant. Il est difficile de travailler dans ces conditions, où la direction ne montre aucune forme de respect, que ce soit pour les patients comme pour le personnel.

Du côté des Personnels justement ...

Pour ajouter « plus de qualité au service », chaque kinésithérapeute doit accueillir « calmement » 25, 26 ou même 27 patients, « à la chaîne », chaque jour, avec deux courtes pauses de 10 minutes chacun, durant lesquelles, bien souvent, ils n'ont pas plus assez de temps pour préparer la cabine ou même exécuter toute autre tâche qui leur confie la Direction.

Ils n'ont généralement que le temps d'avaler un sandwich à la hâte pour la pause repas, et la plupart du temps ils n'ont même pas le temps d'aller aux toilettes.

Il est vrai que question « convivialité », nos patrons de chocs s'y connaissent ! Ainsi, dans l'un des établissements, lorsqu'un travailleur prend un congé, on impose à l'un de ses collègues d'exécuter en plus de son travail celui du salarié en congé. Embaucher un remplaçant ? Vous n'y pensez pas. Ainsi, le collègue a vu sa journée de travail doubler, gratuitement ! Une « très bonne mesure », tant pour les travailleurs que pour les patients, car chacun sait que le stress, la fatigue et l'accumulation de travail, en plus d'être bon pour la santé, améliorent la performance professionnelle, évidemment ...

Dans un autre établissement...

l'employeur menace constamment ses employés -du moins les travailleurs étrangers- de licenciement chaque fois qu'ils osent évoquer l'amélioration de leurs conditions de travail. Mais le plus grave s'est produit lorsqu'un employé a eu un accident du travail. Laisse seul, et connaissant à peine la langue, effrayé, blessé, il est parti en ambulance à Toulouse. De retour au travail, le patron a voulu le forcer à rattraper les heures qu'il avait « perdues », en toute illégalité. Finalement, ils lui ont donné le congé de maladie à contrecœur mais toujours non payé !

De plus, il a imposé à l'un de ses collègues de rattraper le temps que ce collègue accidenté avait perdu ; pour ne rien perdre le Patron l'a payé, en prélevant le même montant sur le salaire du partenaire blessé !!! Comme si cela ne suffisait pas, ce travailleur a été humilié et fréquemment harcelé au travail par le superviseur.

Dans cet établissement, ils ont également forcé les physios et les agents de bains à nettoyer les tuyaux, les sols, les drains, ... et bien sûr ils n'étaient pas payés puisque cette tâche qui pourtant n'apparaît pas expressément dans leur contrat de travail. De plus ils n'ont pas été formés spécifiquement pour l'utilisation des produits désinfectants nécessaires - mais non sans risques - pour effectuer la désinfection biogico-sanitaire incontournable d'un établissement de soin. Aucune compensation en matière de salaire ou de primes spéciales n'a été ajoutée.

Avec la Covid19 et les mesures de confinement, les établissements ont dû fermer. Mais comme les patrons doivent toujours gagner, la Direction a expulsé les travailleurs étrangers de leur logement argumentant sur les mesures gouvernementales ; puis ils leur ont coupé l'électricité et l'eau. Ils se fichent bien de ce qui peut arriver à leurs travailleurs, alors que le décret de fermeture ne concerne que les patients, et que les entreprises vont toucher des aides de l'Etat pour couvrir une bonne partie de leurs pertes !

Et que font les autorités locales à cet égard ? Les mairies détournent le regard car les patrons de ces établissements leur achètent les droits d'exploitation des eaux thermales et ainsi préservent leurs intérêts.

Les patients, généralement ignorent ces faits, parce que le personnel des thermes leur donne le meilleur traitement possible malgré ces conditions ; et que la plupart d'entre eux sont pris en charge par la Sécurité Sociale et qu'ils n'ont pas les moyens de choisir d'autres lieux plus coûteux et de se payer une autre cure. Après tout, la santé a toujours été pour les riches.

Mais dans un de ces établissements, les choses ne se sont pas passées exactement comme le souhaitait le patron. Sans aucun doute ces petits événements ne resteront pas dans le grand livre d'histoire de la lutte des classes. Mais si les travailleurs concernés n'avaient pas réagi et tenu ferme devant le patron, ils continueraient maintenant à exécuter des tâches qui n'apparaissent pas dans leur contrat de travail, et sans y avoir été formé. Ils ne recevraient toujours pas de primes spéciales et peut-être même que l'employeur aurait-il osé aller plus loin dans l'exploitation de ses employés.

Comme le disaient récemment les compagnons de Solfed, la section de l'AIT en Grande Bretagne, à propos d'une lutte similaire qu'ils ont mené dans une boutique de barbier à Brighton « il n'y a pas de petite lutte ». C'est comme cela que se construit l'anarchosyndicalisme : pas dans les élections syndicales ni dans les CSE, mais sur le terrain quotidien de la lutte de classe et de l'union des travailleurs ; pas non plus dans les médias - fussent-ils sociaux - mais par des actions directes (c'est-à-dire action par les premiers concernés directement) qui ne sont pas spectaculaires, mais qui renforcent la détermination collective.

Car seule l'union et la détermination des personnes touchées, des travailleurs, sans intermédiaires (élus syndical ou politique), peuvent mettre un terme à ce type de comportement patronal, comme le démontre le modeste exemple de certains des travailleurs des sources thermales.

Dans la santé comme partout : travaille et crève

On est très injuste avec ce gouvernement ! Nous pensons tous que sa gestion catastrophique de la crise COVID est due à son incapacité à anticiper et à se préparer. C'est complètement faux et le gouvernement nous donne tous les jours la démonstration qu'il est tout à fait capable de prévoir et de s'organiser, quand il le veut.

Déjà au mois de mars, nous n'avions pas de stock de masques par ce que le gouvernement n'en avait pas commandé. Par contre il n'a pas oublié en novembre 2019 puis de nouveau en avril 2020 de commander plusieurs millions d'euros de gaz lacrymogènes, de LBD et autres drones policiers. Ce gouvernement a le sens des priorités et des urgences !

Dans la santé c'est pareil. Alors que la seconde vague est là, et que l'iceberg de toutes les autres pathologies « reportées » va réapparaître, que croyez-vous que le gouvernement fasse ? Ne parlons pas de cet accord de la honte le Ségur ... C'est un accord de trahison, signé par les syndicats réformistes et contre lequel les syndicats dit contestataires n'ont organisé aucune résistance sérieuse (ils ont appelé à des AG dans votre structure ?) alors que l'opinion publique nous était archi favorable. Les 183 euros ne vont même pas couvrir l'inflation des dix dernières années avec point d'indice bloqué !

Alors que nous sommes exténués, que de nombreux collègues sont en burn out, que dans certains services des collègues ont été contaminés par la Covid faute de moyens de protection, que fait le gouvernement ? Il embauche ? il donne des moyens supplémentaires ? Mais non voyons, son éminence Macron nous l'a dit le 6 octobre, en réponse à un collectif de soignants en colère « Ce n'est pas une question de moyens, mais d'organisation »

Et question organisation, le gouvernement prépare l'avenir : il ouvre le feu vert à la privatisation. Oh, il le fait en douce, pas franchement, par petites touches. Ça avait commencé avec le décret 2019-1593 du 31 décembre 2019 (pris en pleine période de fêtes de fin d'année, pour passer inaperçu) qui introduit la rupture conventionnelle dans la fonction publique. Autrement dit qui permet de licencier sans le dire des fonctionnaires ... Et puis ce 3 septembre, un nouveau décret, le n°2020-1106, relatif aux mesures d'accompagnement en cas de suppression d'emploi dans la fonction publique hospitalière. Certes ce décret ne parle pas de licenciement, il explique juste ce qui va se passer lors des fermetures d'hôpitaux et de structures. Bien sûr ce texte dit que l'agent pourra rester en activité, même si sa structure de rattachement est fermée. Mais le texte prévoit que l'État n'a pas obligation de lui trouver une nouvelle affectation... Or si l'État ferme des structures, ce n'est pas pour en rouvrir d'autres, ni pour gonfler les effectifs de celles existantes car l'heure est au « dégraissage du mammoth »... Si l'agent est sans

affectation, il ne percevra plus aucune prime liée à l'exercice de ses fonctions ! Autrement dit son revenu sera largement amputé, de telle façon que si l'agent a une famille, des remboursements à payer, des enfants étudiants il ne gagnera plus assez pour subvenir à ses besoins... L'agent sera alors poussé à négocier son départ de la fonction publique avec l'illusion qu'en s'installant en activité libérale ou en rejoignant des structures privées, il pourra trouver une meilleure alternative.

On le comprend, ce texte n'est rien de moins qu'un texte de harcèlement institutionnel officialisé, pour pousser les agents vers la sortie ... L'État aura beau jeu de dire qu'il ne privatise pas et que ce sont les agents qui partent vers le privé « à leur demande », mais auront-ils le choix ? Et pour les patrons des structures privées ce sera sans risque : l'article 16 permet une période d'essai puisque le salarié peut aller pendant un an dans une structure privée en mise à disposition. Ainsi si « la greffe » ne prend pas, le patron peut se séparer de son employé sans risque et en prendre un autre. Qui a dit que l'État ne pensait pas à tout et ne préparait rien ?

Là encore, on n'entend pas les syndicats sur ce véritable plan de privatisation et de harcèlement institutionnel... Alors nous aussi il faut nous préparer à riposter, pour ne pas laisser faire.

La crise Covid a montré que la santé était un bien public, et qu'une gestion strictement comptable produisait catastrophe sanitaire et injustice. Et la future « organisation », privatisée, n'arrangera rien ! A nous de nous mobiliser, soignants et patients ensemble, pour exiger plus de lits dans nos hôpitaux, des embauches massives des salaires dignes.

+ De lits, + de personnel, un salaire digne, retrait de l'accord de trahison Ségur, Pour un système de santé universel, socialisé, solidaire !
Vive la sociale !

Des travailleurs du secteur santé de la CNT-AIT (Anarchosyndicaliste)

Cochin-Broca -Hôtel-Dieu, septembre octobre



2020 cntaitcochin@gmail.com <http://cnt-ait.info>

AGENDA

Le Collectif des Travailleurs de l'Aéronautique et d'Ailleurs
Organise régulièrement des réunions sur la situation économique du secteur de l'Aéronautique
Pour tout renseignement contactez : CNT-AIT Toulouse
7, rue St Remesy, 31000 Toulouse

SIA (Solidarité Internationale Antifasciste):

Continue ses actions en faveur des réfugiés et notamment des mineurs isolés. Nous avons besoin de votre soutien ! Pour les retardataires, quelques calendriers SIA restent encore disponible, 10 Euros ou plus, à demander en écrivant au journal (chèque à l'ordre de SIA). Nous sommes aussi demandeur de soutien sous forme de temps à partager pour nos activités, de fournitures scolaires ou produits de première nécessité. n'hésitez pas à passer aux permanences le samedi après midi à notre local, pour un moment de partage.

Les Initiatives CNT-AIT regroupent des personnes qui se retrouvent dans les principes, tactiques et finalités de l'Anarchosyndicalisme, et souhaitent commencer à oeuvrer localement pour diffuser nos idées et nos pratiques.
Si vous aussi vous souhaitez créer localement une initiative CNT-AIT, ou rejoindre un projet en cours, n'hésitez pas à prendre contact avec nous par mail (contact@cntaittoulouse.lautre.net) ou par courrier (CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE)

Pour en savoir plus :
Déclarations de principes et statuts de la CNT-AIT
<http://www.cntaittoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique141>
L'Anarchosyndicalisme en question et Fédération : <http://blog.cnt-ait.info/post/Anarchosyndicalisme>

DE LA PRIVATISATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE

(Le cauchemar espagnol ... demain en France ?)

Jamais auparavant il n'y avait eu autant de conscience en Espagne de la valeur de la santé publique et des graves lacunes dont elle souffre que pendant cette crise du Covid-19.

En Espagne, c'est en 1997 que la porte a été ouverte à la privatisation de la santé publique, avec l'adoption de la loi sur la mise en place de nouvelles formes de gestion du système national de santé. Cette loi établit que tout centre de santé et partenaire de santé dans l'État espagnol peut être géré par n'importe quel type d'entreprise privée.

Jusqu'à là, la loi générale sur la santé de 1986 empêchait ce type de participation des entreprises privées au système public de santé ... mais dans son article 90, la loi indique que lorsque le système public n'arrive pas à fournir suffisamment de service, une activité spécifique peut être organisée avec des hôpitaux privés, en tant que mesure "in extremis".

Mais sous prétexte de moderniser les soins de santé et d'être plus efficace (et de faire des économies budgétaires pour l'État), la gestion privée de la santé publique a été introduite. Il en a résulté une réduction des lits et du personnel de santé, ce qui a entraîné une augmentation des listes d'attente en santé publique et une augmentation de la souscription de polices d'assurance santé privées.

Les listes d'attente ont servi à augmenter les dépenses de santé, en concertation avec les cliniques privées, qui ont profité de l'article 90 de la Loi du système de santé. Le secteur privé a établi des listes de pathologie rentables, indiquant les actes, les analyses et les opérations qu'il accepte de réaliser et laissant au public les autres, non rentables. Et pour ces actes rentables, le privé collecte l'argent destiné à la santé publique.

D'autre part, pour éviter les listes d'attentes, les personnes qui peuvent se le permettre décident de souscrire une assurance santé privée et avoir ainsi accès au système privé. Ce faisant, ils payent doubles cotisations, celle de la Sécurité sociale et celle de l'assureur privé. Pour ceux qui n'ont pas les moyens, nombreux sont ceux qui auraient eu besoin de certains services de santé, mais qui ont ressentis dans leurs chairs les effets des coupes budgétaires. Cet abandon de la santé publique est évident aujourd'hui plus que jamais.

Mais alors que nous avons constaté que, alors que la santé publique connaissait un scénario de manque total de ressources, pendant le Covid la santé privée orientait les patients Covid vers les hôpitaux publics et / ou fermait ses propres centres. Nous avons constaté que, alors que les agents de santé publique travaillaient sans fin, les agents de santé privés étaient renvoyés chez eux par l'intermédiaire des plans sociaux (ERTE).

Or du fait du manque d'équipement de protection individuelle, les patients n'étaient pas pris en charge dans les centres de santé ; les patients n'ont pas non plus été admis dans les hôpitaux, mais ont été contraints de rester à la maison ou dans des EHPAD en raison du manque de lits dans les hôpitaux publics. Nous avons été témoins de l'horreur de la façon dont les gens sont morts à la maison et dans des résidences pour personnes âgées sans être soignés, alors que dans des hôpitaux privés financés par des fonds publics, des unités hospitalières ou des centres de soins entiers étaient fermés. Nous avons été témoins de la participation des militaires à un problème de santé depuis le début ... Nous avons assisté à l'effondrement du système de santé publique ...

Nous ne pouvons pas permettre cela. La seule façon d'arrêter le démantèlement de la santé publique est de sauver ce qui a été privatisé pour avoir un système de santé publique autogéré et universel.

CNT-AIT de Barcelone



Un samedi à la permanence du local (presque) ordinaire ...

Depuis 1945, la CNT-AIT tient des permanences chaque samedi après- dans son local. Ce petit local ne paie pas de mine, mais il a une âme. Il est le fil qui nous relie avec les premiers anarcosyndicalistes des bourses du Travail, de Pelloutier et Pouget. Témoin de cette époque pionnière, la bibliothèque de la chambre syndicale des maçon, qui date d'avant la création de la CGT en 1895. Le local a été concédé de haute lutte à notre organisation après-guerre, du fait de la participation héroïque de militants de l'AIT à la Résistance antinazi. Depuis, chaque samedi, notre local est ouvert pour qui veut y passer. Et il en a vu du monde passer depuis 80 ans, de simples curieux comme des militants, des travailleurs exploités, des chômeurs énervés, des migrants déboussolés, des étudiants paresseux ou studieux, tous y ont trouvé écoute et solidarité. Le Covid évidemment a un peu bousculé nos habitudes ... Dès le début, grâce à des compagnons du secteur de la santé, nous avons pris la conscience de l'importance de la maladie, puisque nous avons émis un premier communiqué le 26 février pour critiquer le fait que le gouvernement laisse des supporters de foot italiens – alors épicerie de la maladie en Europe – venir en France, au mépris du principe de prévention. Puis dès le 6 mars, nous avons diffusé une fiche pratique « comment se protéger du Covid », en insistant sur la nécessité de porter un masque, et ce alors que le gouvernement nous assurait que ce n'était pas grave s'il n'y avait pas de stock de masques, puisqu'ils ne servaient à rien ... Assez rapidement, nous avons dû suspendre nos permanences du Samedi. Le Premier Mai des compagnons sont tout de même sortis dans la rue, pour arpenter le pavé. Puis nous avons repris la perm' avec la levée du confinement, dans le respect des règles de protection individuelles et collectives. Il y a certes moins d'affluence, mais il nous semble important de maintenir ouvert ce point de référence de la solidarité. Aussi ce 24 octobre, avant que ne soit décrété le second confinement, nous avons prévu d'organiser une commémoration du centenaire de la Croix Noire Anarchiste. Nous nous sommes donc retrouvés à quelques compagnes et compagnons, pour discuter de ce moment de bravoure de l'histoire du mouvement anarchiste ukrainien et universel, quand des hommes et des femmes telles que Olga Taratuta osaient braver tous les dangers pour essayer de secourir leurs compagnons persécutés en Russie par une dictature implacable. Loin de la nostalgie, nous avons essayé de réfléchir à la lumière de cet exemple sur les conséquences pratiques de la solidarité. Des compagnons de l'aéronautique ont évoqué la situation dans leur secteur, un compagnon a parlé d'une petite lutte en Ariège, la situation des migrants et l'action de SIA a été évoquée, un compagnon nous a présenté les actions menées en solidarité avec la section au Bangladesh de l'AIT, qui a permis d'apporter des produits d'hygiène de base (savon notamment) à des milliers de familles de travailleurs pauvres, ou encore la collecte de fonds pour l'édition par les compagnons au Pakistan de la première traduction du livre de Rudolf Rocker sur l'anarcho-syndicalisme dans leur langue, des compagnons espagnols ont évoqué la situation des prisonniers anarchistes au Chili.

Depuis, chaque samedi, la permanence reste ouverte entre 17h et 19h, avec ou sans attestation, mais toujours dans la bonne humeur et la chaleur humaine

1920 -2020 : Centenaire de la Croix Noire Anarchiste, la lutte continue ...

Il y a cent ans de cela, en pleine période révolutionnaire en Ukraine, Olga Taratuta ; militante anarchiste russe, créait le premier groupe de la Croix Noire Anarchiste.

Olga de son vrai nom Elka Ruvinskaia, était née dans un petit village rural d'Ukraine, à l'été 1876, dans une famille d'origine juive. Devenue institutrice, elle lutta sans répit contre le régime dictatorial tsariste russe. Pour échapper à la répression, elle s'exila en Suisse, où elle travailla avec Lénine au journal

Iskra. Puis elle s'éloigna du marxisme pour évoluer vers l'anarchisme. Elle fit plusieurs allers retours entre la Suisse et la Russie, pour y mener des actions clandestines. Elle est finalement arrêtée en 1909 et est condamnée à 21 ans de prison. Libérée en Mars 1917 par la première Révolution russe, elle s'engage rapidement dans le soutien et le secours aux prisonniers politiques de toute tendance (anarchistes, socialistes révolutionnaires, ...) que le nouveau régime communiste envoie pourrir dans ses prisons « révolutionnaires »/

A l'automne 1920, elle est missionnée par l'Armée Insurrectionnelle d'Ukraine pour créer la « Croix Noire anarchiste » dont le siège est à Kharkov. Le but de cette organisation est d'aider les détenus politiques du mouvement qui sont de plus en plus nombreux dans les geôles bolcheviques. Dans la foulée plusieurs groupes sont créés, à Moscou et dans d'autres villes. Mais les bolcheviques, ne tolérant aucune autre expression politique, interdisent la Croix Noire dès janvier 1921 et envoient Olga Taratuta en prison, où elle est torturée. Libérée en 1924, sa vie continue cahin-caha, d'arrestation en libération, jusqu'au 27 novembre 1937, où elle est de nouveau arrêtée sous l'inculpation de menées anarchistes et anti-soviétiques, jugée et fusillée le 8 février 1938.1

Toutefois, si les Croix noirs anarchistes en Russie avaient été liquidées, elles avaient suscité un mouvement de solidarité international, et de nombreux groupes de l'ABC se créèrent partout où se trouvaient des anarchistes ou simplement des amoureux de la liberté sans compromis.

Pendant la Révolution espagnole, en 1937, la CNT-AIT créa la SIA (Solidarité Internationale Antifasciste), étendant le travail humanitaire de la Croix Noire Anarchiste au-delà des prisonniers anarchistes à toutes les personnes persécutées, exilées ou migrantes du fait des régimes fascistes. SIA joua un rôle de premier plan pour venir en secours à tous les réfugiés espagnols, après la Retirada de 1939.

Cent ans après la création de la première Croix Noire Anarchiste, la meilleure façon de rendre hommage à Olga Taratuta et à tous les compagnons qui se sont battus contre l'arbitraire et la répression est de continuer leur combat. Nous voulons, à l'occasion de ce centenaire, mettre en avant trois campagnes qui nous semblent emblématiques des combats qui restent à mener :

Soheil Arabi, est un prisonnier anarcho-syndicaliste iranien, qui a été condamné à mort en 2014 pour avoir juste écrit ce qu'il pensait à savoir que Dieu n'existe pas et que la République Islamique d'Iran est une dictature. Sa peine a été commuée en 13 années de prison, qui sont depuis autant d'années de tortures psychologiques et physiques. Nous ne devons pas abandonner Soheil Arabi et avec lui tous ceux qui se battent pour la Liberté en Iran et ailleurs dans le monde. C'est pourquoi nous avons lancé il y a un an une campagne pour informer sur la situation de Soheil ARABI et mobiliser les énergies pour exiger sa libération.

La pandémie de Covid19 est mondiale et elle frappe indistinctement tous les pays. Mais on sait que partout ce sont les pauvres qui souffrent le plus. Dans certains pays comme le Bangladesh, le minimum basique pour l'hygiène est souvent absent, à commencer par l'absence d'eau propre. A l'appel de la Bangladesh AnarchoSyndicalist Federation, une campagne à laquelle ont répondu la CNT-AIT et la SIA, a permis de collecter des fonds pour la distribution de savon mais aussi de masques de protection.

En France, les réfugiés syriens qui ont fui la guerre civile et les dictatures politiques et religieuses de cette région, sont toujours relégués comme des indésirables. Pourtant ils sont les premières victimes du terrorisme d'Etat et du terrorisme Islamiste qui sévissent dans la zone. Fidèle à son histoire de solidarité, SIA continue son activité en soutien comme hier avec les réfugiés espagnols. Comment aider ?

Vous pouvez aider de nombreuses manières : vous pouvez participer à l'action de SIA en passant au local lors des permanences ; vous pouvez diffuser à la vente autour de vous le calendrier 2021 de SIA, vous pouvez aussi envoyer un chèque de solidarité à CNT-AIT, 7 Rue St Rémésy, à l'ordre de SIA.

Monica et Franco, anarchistes emprisonnés au Chili lors d'émeutes

En octobre 2019, un mouvement de protestation s'est développé au Chili suite à l'augmentation du prix du ticket de métro. Principalement menés par des étudiants et des lycéens, diverses actions ont été menées dans la capitale. Nombre de personnes ont appliqué slogan les incitant à entrer en masse dans le métro sans payer. Les forces de l'ordre sont intervenues très vite pour réprimer ces actions de masse et à un moment donné, la police anti-émeutes a mené une série de charges brutales dans les couloirs du métro contre les jeunes manifestants. Ces actions répressives ont suscité dans la population, en particulier parmi les travailleurs et les chômeurs un un réel mouvement de soutien, les gens protestant à la fois contre la répression policière et contre l'augmentation du prix des transports.

Le 17 octobre 2019, une manifestation massive en soutien aux étudiants, est violemment réprimée par la police, ce qui créé un chaos indescriptible dans le centre de la capitale. Le lendemain, la plus grande révolte populaire de mémoire d'homme éclate au Chili. Cette révolte s'étend dans tout le pays et elle allait durer plusieurs mois. Pour la mater, le gouvernement instaure l'état d'urgence et l'armée descend dans les rues. Au total, plus de 30 personnes sont tuées par les forces de répression, les blessés se comptent par centaines. Malgré la violence étatique, la révolte ne s'arrête pas, du coup le gouvernement effrayé, est obligé de faire rentrer les militaires dans les casernes, les gens en masse envahissent les rues, pillent, attaquent les policiers meurtriers, incendient leurs véhicules, les casernes, les banques et les bâtiments gouvernementaux. Repris massivement par la foule, le slogan « ce n'est pas pour 30 pesos, c'est pour les 30 ans » dit bien le sens de ce mouvement. La colère des manifestants n'était pas suscitée par les seuls 30 pesos d'augmentation du prix du billet de métro (une augmentation de 0,5%) mais surtout par le fait que les 30 ans de « démocratie » qui ont succédé aux 15 ans de dictature de Pinochet n'ont rien changé.

La colère populaire dénonçait à la fois l'augmentation du coût de la vie, l'arrogance des riches, la scandaleuse augmentation de leurs fortunes, la pauvreté, la répression des forces étatiques et ce mouvement fut totalement spontané, sans dirigeants ni dirigés. Aucun parti politique n'a par ailleurs capitalisé sur ce mécontentement. Un comité de soutien aux plus de 2000 prisonniers de cette révolte populaire hétérogène, coordination du 18 octobre a été mis en place.

C'est dans ce contexte que le bureau du ministre de l'intérieur fut attaqué et détruit par des manifestants et que lors d'un attentat contre un commissariat (il y en eut beaucoup) plusieurs policiers furent légèrement blessés. Le 24 juillet 2020, deux membres de la coordination du 18 octobre, les anarchistes, Monica et Francisco ont été arrêtés et accusés d'être les auteurs des attentats. Ils sont aujourd'hui emprisonnés dans deux prisons à haute sécurité, isolés et privés de visite sous prétexte du coronavirus. Pour cette raison, Francisco et un autre révolté prisonnier ont lancé une action de grève de la faim et refusent de sortir dans la cour, les seules possibilité pour

eux de continuer à lutter. Dans deux mois, un procès devrait se tenir, ils encourent de lourdes peines de prison.

Ci dessous le communiqué de la coordination du 18 octobre suite à leur arrestation.

A près une explosion dans le commissariat de Huechuraba et l'attaque manquée contre le cabinet de l'ancien ministre de l'intérieur R. Hinzpeter, après la plus grande révolte du peuple chilien, au milieu d'une pandémie mondiale, deux anarchistes sont arrêtés et la presse bourgeoise les dénonce comme coupables avant tout procès.

La rapidité avec laquelle les média ont eu l'accès aux soi-disant preuves présentées par l'accusation, leur présence obscène lors des arrestations et leur présentation morbide de cette affaire prouve leur partialité. Il sont les soutiens du pouvoir, complices de la police et sont un des fondements de la société. La révolte sociale actuelle ne remet pas en cause tel ou tel aspect du régime, mais elle s'attaque aux fondements même de ce régime. Les millions de personnes qui manifestent ne contestent pas tel ou tel groupe politique mais l'organisation même de la société, les racines du système social. La seule réponse de l'état a été de moderniser la répression, et de cibler tous ceux qui se dressent contre le système en les déclarant ennemis. C'est le cas de Monica et Francisco, camarades anarchistes. Ce n'est pas un hasard si cela se produit alors que le gouvernement est sur le point de promulguer une loi sur le renseignement qui accroît les pouvoirs de la police, et implique les forces armées dans la répression. Les organisations sociales sont ainsi davantage criminalisées et une menace directe pèse sur toute tentative de protestation populaire.

En tant que coordination de soutien aux prisonniers politiques, nous avons été ciblés, persécutés et victimes de tentatives d'intimidation. La dénonciation de l'emprisonnement systématique des militants sociaux a profondément marqué une grande partie de la société et la violence de la répression a mis à nu les contradictions du système. La coordination de soutien aux prisonniers politiques nous permet de nous retrouver tous dans la lutte, en dépassant les différences de classe, et elle constitue une menace réelle pour le pouvoir. Il n'est donc pas étonnant que le pouvoir cherche à nous diviser en différenciant les divers types de protestation, et en essayant d'opposer les manifestants entre eux.

Francisco et Monica nous vous exprimons notre soutien total, toute notre affection et notre amour vont vers vous et tous ceux qui sont emprisonnés. Nous ne reculerons pas dans notre soutien.

Nous vous embrassons en regardant la lune, que vous et nous pouvons voir malgré les murs qui nous séparent. Nous sommes plus unis que jamais.

Monica et Francisco dans la rue !

Liberté pour tous les prisonniers politiques !

Notre ennemi n'est pas un Arménien, notre ennemi ce sont les personnes au pouvoir

"Déclaration anti-guerre de la jeunesse de gauche d'Azerbaïdjan"

La dernière escalade du conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie au Haut-Karabakh montre une fois de plus à quel point le système des États-nations est dépassé par rapport aux réalités d'aujourd'hui.

La seule occupation contre laquelle nous devons nous lever c'est l'occupation de nos esprits et notre capacité à penser au-delà des récits et des idées qui nous sont imposés par nos gouvernements nationalistes prédateurs ; cette 'incapacité à surmonter un état d'esprit qui divise les gens en « humains » et « non-humains » en fonction uniquement de leur lieu de naissance, puis fixe la supériorité des « humains » sur les « autres » déshumanisés comme la seule perspective possible de la vie dans certaines limites territoriales.

Dès que la « nation » nous appelle à la protéger de « l'ennemi », ce genre de réflexion nous fait oublier les conditions d'exploitation de la vie dans nos pays,

Mais notre ennemi n'est pas un Arménien ordinaire, que nous n'avons jamais rencontré de notre vie et, peut-être, nous ne rencontrerons jamais. Notre ennemi, ce sont les personnes au

pouvoir, des personnes avec des noms, des titres, des grades et des visages spécifiques, qui depuis plus de deux décennies pillent les ressources et les habitants de notre pays et les maintiennent dans la pauvreté pour leur propre bénéfice. Ils n'ont toléré aucune opposition politique et ont réprimé ceux qui pensaient différemment avec l'aide d'un puissant appareil de sécurité. Ils se sont emparés d'espaces naturels, de côtes et de plages, ainsi que de ressources naturelles pour leur propre plaisir et usage, et ont limité l'accès des citoyens ordinaires à ces lieux. Ils ont détruit l'environnement, déboisé, pollué l'eau, bref. Ils ont réalisé une « accumulation par expropriation » à grande échelle. Ils sont impliqués dans la disparition de monuments et sites historiques et culturels à travers le pays. Ils ont détourné des fonds qui auraient dû être consacré à l'éducation, aux soins de santé et à la protection sociale vers l'armée et au profit de nos voisins capitalistes aux ambitions impérialistes – la Russie et la Turquie.

Curieusement, tout le monde est au courant de ces faits, mais tout le monde semble ressentir une amnésie soudaine dès que la première balle est tirée à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Aveuglés, comme les personnages du roman de Saramago « la Cité des aveugles » (« l'aveuglement »), les gens passent en un instant en mode autodestruction et accueillent la mort de notre jeunesse au nom du « martyr » pour une « cause sacrée ». Cette question n'a jamais été autre chose que le gagne-pain des gouvernements d'Azerbaïdjan et d'Arménie. Il les maintient au pouvoir et les justifie pour la militarisation sans fin des sociétés et encore plus d'effusion de

sang.

Nous ne blâmons pas les gens: en l'absence d'interprétations alternatives pour donner un sens à la guerre et au conflit entre les deux nations, l'idéologie nationaliste reste incontestée. S'il y a une chose que nos établissements d'enseignement sous-financés font bien, c'est bien sûr de semer la haine et de répandre la propagande nationaliste. Parce que la haine n'est jamais un produit de la psyché individuelle; La haine est construite et produite dans les relations de pouvoir existantes.

Dans le contexte où il n'y a pas de contact direct entre les « haineux » et les « haïs », il est nécessaire de rappeler constamment au public « haineux » la nécessité de haïr le « haï » – et ce d'autant plus si le public « haïssant » est contraint de lutter pour sa propre survie économique au quotidien dans le cadre d'un système qui renonce à une répartition égale des ressources et des services et apporte plus de souffrance. La haine doit être produite. « ils » ont volé « notre » terre, disons nous, « c'est pourquoi nous les détestons ». Peu importe qu'il y ait d'innombrables autres façons d'habiter cette terre sans qu'un seul groupe n'en revendique la propriété exclusive.

Le frère cadet de l'un de nous, alors qu'il était encore adolescent, s'est un jour exclamé avec horreur en apprenant une prochaine réunion de travail avec des collègues arméniens à l'étranger: « Verrez-vous un VRAI Arménien? » Si vous y réfléchissez, des générations entières de personnes ont grandi dans le vide, sans contact avec ceux avec qui nous avons coexisté pendant des siècles en un seul endroit.

Quelle genre de violence un tel isolement fait-il sur nos esprits et ravage nos capacités créatives? Inutile de dire que c'est aussi la recette

parfaite pour déshumaniser « l'autre ». Quoi de plus facile que d'attribuer toutes les mauvaises qualités à des personnes avec lesquelles je n'ai jamais été en contact de toute ma vie?

Dans les années qui ont suivi la signature du Protocole de Bichkek en mai 1994, dans lequel les deux parties ont convenu d'un cessez-le-feu, les gouvernements arménien et azerbaïdjanais ont acquis de vastes arsenaux d'armes meurtrières qu'ils veulent maintenant utiliser l'un contre l'autre. La dernière fois que les pays ont approché un accord de paix, c'était en 2001 lors des pourparlers de paix à Key West, négociés par le Groupe de Minsk, qui comprend la France, la Russie et les États-Unis. Les pourparlers de paix ont échoué en raison des sentiments nationalistes et du fait que les dirigeants des deux côtés n'étaient pas disposés à faire des compromis. Depuis, ce projet n'a jamais été abordé aussi sérieusement.

Dans la situation actuelle, il semble extrêmement difficile de trouver des moyens d'éviter une nouvelle guerre dans la région. Nous voyons le discours de haine dominer le récit des deux côtés et gagner en influence, en particulier à la télévision, dans les déclarations officielles



CNT-AIT
http://cnt-ait.info



Kapitalizm müharibədir
Կապիտալիզմը պատերազմ է:
Kapitalizm savař üretir !
Капитализм - это война
Capitalism is war !
Kapitalismo estas milito !

الرأسمالية هي الحرب !

سرمایه‌داری خود جنگ است !

קפיטליזם הוא מלחמה !

En 2018, la République Française a vendu
158 millions d'euros d'armes à l'Azerbaïdjan,
malgré l'embargo international.
**STOP A LA PRODUCTION ET
A LA VENTE D'ARMES !**

ou dans les publications sur les réseaux sociaux qui circulent à un rythme alarmant. Les deux parties font des déclarations difficiles à vérifier, créant une atmosphère de peur, de haine mutuelle et de méfiance.

Les populations des deux côtés ont été touchées par l'épidémie et la récession économique et ont du mal à relever les défis que les crises entraînent. A présent, elles sont entraînées dans un conflit militaire, qui est encore loin d'une solution constructive au conflit du Karabakh. Les conflits consomment d'énormes ressources économiques et humaines uniquement pour que les élites des deux côtés puissent continuer à en bénéficier. Le budget militaire de l'Azerbaïdjan pour 2020 est passé à 2,3 milliards de dollars, l'Arménie – à 634 millions de dollars, ce qui correspond à environ 5% du produit intérieur brut des deux pays.

Il est grand temps que nous, la jeunesse azerbaïdjanaise et arménienne, prenions en main la solution de ce conflit dépassé. Cela ne devrait plus être la prérogative des hommes en costume, dont le but est d'accumuler le capital – économique et politique – et non de résoudre le conflit. Nous devons jeter l'hideuse camisole de force de l'État-nation aux ordures de l'histoire auxquelles elle appartient; et imaginer et créer de nouvelles voies de coexistence pacifique communes. À cette fin, il est impératif de revitaliser les initiatives politiques de base, qui sont majoritairement composées de citoyens ordinaires. Surtout, ils peuvent reprendre les négociations de paix et la coopération. Nous, militants de gauche en Azerbaïdjan, ne

soutenons en aucun cas la poursuite de la mobilisation de la jeunesse du pays dans cette guerre insensée. La restauration du dialogue est notre tâche principale.

Une nouvelle escalade militaire et une nouvelle incitation à la haine les uns envers les autres ne peuvent ni résoudre le conflit, ni nous ouvrir l'avenir. Les derniers affrontements militaires au Haut-Karabakh n'ont pas rapproché la paix dans la région. Nous ne voulons pas nous imaginer impliqués dans une guerre totale, car nous connaissons les conséquences que cela peut avoir pour nos sociétés et les générations futures.

Nous condamnons fermement toutes les mesures qui prolongent le conflit et incitent à la haine entre les Arméniens et les Azerbaïdjanais. Regardons en arrière et prenons les mesures nécessaires pour restaurer la confiance entre nos sociétés et nos jeunes. Nous rejetons toute déclaration nationaliste et toute propagande pronant la guerre, car elle nous prive de la possibilité de vivre à nouveau ensemble sur cette terre. Nous appelons à des initiatives de consolidation de la paix et de solidarité. Nous sommes convaincus qu'il doit y avoir un autre moyen de sortir de cette impasse – un moyen basé sur le respect mutuel, une orientation vers la paix et la coopération.

Pour la jeunesse de gauche d'Azerbaïdjan

d'après la traduction de la section en Russie de l'AIT, KRAS-AIT

FOGO NOS RACISTAS e FACHOS !!! (feu aux racistes et aux fachos)

Nos compagnons de la section au Brésil de l'AIT (COB) à Porto Alegre (Rio Grande do Sul) participent aux manifestations suite à l'assassinat de João Alberto Freitas, par deux vigiles d'un magasin Carrefour.

Les vigiles étaient des membres (actuels ou en retraites) de la police militaire mais en contrat pour une entreprise de sécurité privée.

Comme Cédric Chouviat ici, comme Georges Floyd aux USA, João Alberto Freitas était un travailleur, un père de famille, d'une quarantaine d'année, et il est mort asphyxié, entre les mains de policiers.

« C'est sous une pluie de bombes lacrymogènes et de balles en caoutchouc, que nous avons tous été accueillis, mais l'Observatoire Social / COB FORGS AIT, ne bouge pas, et reste dans les manifestations, pour le soutien, pour la répudiation totale, le dégoût, la consternation pour le meurtre lâche de João Alberto Freitas, pour la solidarité avec la population révoltée et pour appuyer les investigations de l'événement !!!

BOYCOTT DE CARREFOUR !

FEU AUX RACISTES ET AUX FASCISTES !!!!! COB-AIT (Fédération Ouvrière du Rio Grande do Sul FORGS)

L' une des choses que nous avons notées hier lors des manifestations de protestation contre l'assassinat de João Alberto Freitas par des vigiles-policiers de Carrefour à Porto Alegre, c'est qu'avant d'y aller, nous avons vu sur des images que toute une faune de partis politiques

et drapeaux étaient là, mais ils étaient là pour l'habituelle propagande médiocre et l'opportunisme bon marché.

Mais quand l'atmosphère s'est transformée et que la nuit est arrivée, et que la violence s'en est occupée, cette faune opportuniste, a simplement disparue de la carte, plus de trace de drapeaux, la candidate elle-même à la mairie de Porto Alegre (Manuela D ' Avila – ce sont les municipales au Brésil actuellement) est apparue et a disparu rapidement, puis ils ont essayé d'organiser un discours pour délégitimer et disqualifier les actions directes de la population en affirmant que les actions et la violence ne seraient pas efficaces et productives.

Ce discours collaborationniste d'institutions et d'entreprises privées et bourgeoises de gauche, on pouvait s'y attendre !!! Et il se rapproche aussi beaucoup de celui des individualistes inoffensifs qui prétendent qu'aucune action ne devrait être faite, qu'il faudrait juste contempler le paysage.

Pourtant !! La population qui ne s'intéressait pas aux partis et encore moins aux discours démagogiques et opportunistes, ni à l'immobilisme bon marché, est restée aux manifestations de manière indépendante et courageuse !!!

Il suffisait de le voir pour le croire, telle était l'obstination et la détermination de jeunes hommes et de jeunes femmes, qui portaient la même intention !!!

Ces événements ont servi de schisme manquant, pour quelque chose d'encore plus grand, et oui: c'est de ces événements que surgit le besoin d'organisations et d'insurrection, et de ne pas attendre la «bonne volonté» individualiste.

Pologne: l'enfer des femmes !

Occupation d'une église

En Pologne, sous la pression des religieux et des conservateurs, le droit des femmes vient de connaître un nouveau recul. En effet, à l'initiative d'organisations ultra-catholiques, la Cour Constitutionnelle vient d'interdire l'avortement en cas de malformation du fœtus. C'était l'un des trois seuls cas autorisés (avec le viol et l'inceste) par la loi polonaise, une des plus restrictives d'Europe.

Le parti Droit et Justice au pouvoir profite de la pandémie pour faire passer cette mesure très impopulaire, sachant que tous les rassemblements de plus de 5 personnes sont interdits.

Mais les opposants ont décidé malgré tout de montrer leur détermination en bravant l'interdiction et en multipliant les signes de résistance. Mieux que les réseaux virtuels, c'est dans l'espace public que les défenseurs de l'avortement s'affichent, faisant preuve d'inventivité et d'originalité : sur leurs balcons. Ils y accrochent des affiches contre le projet de loi anti-avortement, et aussi des parapluies noirs. Symbole de la lutte des polonaises pour le droit à l'IVG depuis de grandes manifestations, fin 2016.

« Le pouvoir polonais s'occupe d'un projet de loi qu'il a été contraint de rejeter il y a des années, parce que nous avons protesté, explique Ola Glowicka, qui habite à Varsovie. Donc on leur montre que même si nous sommes bloqués chez nous, ils ne peuvent pas nous battre. Moi, par exemple, j'ai collé des affiches à mes fenêtres. Et j'ai aussi envoyé 276 mails aux députés pour leur dire mon opposition au projet de loi. »

Depuis l'annonce de la décision de la Cour, des milliers de manifestants bloquent le centre des principales villes en Pologne en occupant plusieurs carrefours du centre-ville, paralysant le trafic. Les manifestantes brandissaient des pancartes sur lesquelles sont inscrits des slogans tels que « l'Enfer des femmes », « Vous avez du sang sur les mains », « Nous voulons avoir le choix », ou « C'est la guerre ! ». Le mouvement Strajk Kobiet, appelle à la grève des femmes : « C'est vraiment impressionnant. Nous partageons des centaines de photos, de vidéos. C'est le seul moyen, on ne peut pas négocier avec le parti au pouvoir. »

Vendredi 23 octobre, malgré la pluie et au mépris des strictes mesures d'interdiction des rassemblements au nom de la lutte contre le coronavirus, au moins 10 000 personnes ont manifesté à Varsovie dans la soirée, afin d'exprimer leur colère après la délégalisation quasi totale de l'avortement, décidée la veille par la Cour constitutionnelle. Des rassemblements ont eu lieu dans d'autres villes de provinces, comme à Lodz où participaient nos compagnes et compagnons de la ZSP, la section polonaise de l'AIT (cf leur communiqué ci-après). A Katowice, la ville d'origine du pape Jean-paul deux, il y a eu des affrontements avec la police.

Dimanche 25 octobre, pendant la messe, des manifestants ont envahi des églises, comme à Poznan (ouest de la Pologne), scandant contre les curés et les religieux «Nous en avons assez!» et «Barbares!» . Une scène qui s'est répétée à travers le pays. A Varsovie, à l'extérieur d'une célèbre église du centre, la police a attaqué un rassemblement spontané de manifestants qui brandissaient des pancartes indiquant aux religieux anti-avortement «Cassez-vous» et «j'aimerais avorter de mon gouvernement» .

Des graffitis ont été tracés sur des murs d'églises dans plusieurs villes du pays où on pouvait lire «L'enfer des femmes» (Dość Piekła Kobiet), principal slogan des femmes et des pro-choix.

Il y a moins de 2000 avortements légaux par an en Pologne, et la grande majorité d'entre eux sont effectués à cause de fœtus malformés. Mais les groupes féministes estiment que chaque année plus de 200.000 procédures sont réalisées illégalement avec les risques pour la santé et la vie des femmes que cela comporte, ou effectuées à l'étranger pour les femmes qui ont en ont les moyens.

D'autres manifestations se sont tenues sous les fenêtres des bureaux du parti au pouvoir, dans différentes villes même dans de petites villes de province. La plupart des participants ne sont pas – contrairement à ce que disent les médias – des « gauchistes » ou des « féministes », mais plutôt des gens qui n'avaient jamais protesté auparavant ni pris part à des actions. Beaucoup de groupes s'organisent spontanément, comme des groupes de camarades de classe du lycée ou des groupes d'amis qui sortent dans les rues ou envahissent les églises. Comme disent des compagnons de la ZSP-AIT de Varsovie, c'est vraiment agréable à voir.

Le mouvement de masse a surpris le gouvernement, et les a obligé à faire marche arrière. Pour le moment, la décision du tribunal constitutionnel n'est pas publiée et donc ne s'applique pas. Mais les compagnons redoutent que une fois que le mouvement sera retombé, il soit publié. Et ce d'autant plus que les autorités ont appelé les opposant à créer une sorte de « plateforme » pour dialoguer. Les compagnons anarchistes polonais (très impliqués dans le mouvement) qui ont été approchés ont refusé fermement, car il n'y a rien à discuter ni à négocier, et qu'ils savent que ce genre de manœuvre sert surtout à diviser le mouvement et à faire accepter des compromis. A suivre donc ...

(d'après des messages des compagnes et compagnons du ZSP-AIT)